

# le prolétaire

organe du parti communiste international

**CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:** La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associativisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

**N° 530**

**Octobre-Novembre 2018**

55<sup>e</sup> année -1 € / 3 CHF /  
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20  
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

## DANS CE NUMERO

- Enième catastrophe annoncée ! L'effondrement du viaduc de Gênes
- Le capitalisme mondial de crise en crise (3)
- Venezuela
- Bulletin d'Information sur la situation de la classe laborieuse en Algérie
- L'impérialisme français, complice des tortionnaires en Egypte
- Les divagations du CCI sur le populisme
- Lutte Ouvrière. Zigzags opportunistes sur la Révolution russe
- Peter

## L'assassinat de Khashoggi et les crimes de l'impérialisme

L'affaire Khashoggi, ce journaliste saoudien assassiné dans les locaux du consulat d'Arabie Saoudite en Turquie par un commando venu tout exprès et après avoir été sauvagement torturé, a défrayé la chronique. Les journalistes et commentateurs ont glosé sur la sauvagerie saoudienne (avec parfois des sous-entendus racistes), et effectivement sauvagerie il y a eu.

En fait cette sauvagerie est celle de la classe dominante dans ce pays, que n'a pas pu longtemps cacher la figure du prince Mohammed Ben Salmane (dit MBS) jusque-là présenté par les médias occidentaux comme un démocrate éclairé, après les quelques gestes qu'il avait accomplis: ouverture de cinémas (pour que la jeunesse dorée puisse regarder les films passés au crible de la censure), autorisation de conduire pour les femmes (à destination des bourgeoises).

Mais depuis l'accession de MBS aux rênes du pouvoir la disparition des opposants ou leur décapitation a continué à être la règle, de même que l'arrestation des démocrates bourgeois, hommes ou femmes. On peut devenir quel doit être le sort des prolétaires...

Cette sauvagerie est soutenue et en-

( Suite en page 2 )

## Macron amplifie les attaques au service du Capital Seule la lutte de classe anticapitaliste permettra de résister et de vaincre !

Il y a un an, l'échec de la mobilisation contre la loi Travail, a donné le feu vert au nouveau gouvernement Macron-Etienne pour continuer et accentuer les attaques anti-ouvrières et les mesures antisociales du gouvernement Hollande-Valls.

Aujourd'hui l'échec de la mobilisation à la SNCF encourage Macron à amplifier la politique antisociale, répressive et au service des capitalistes et de l'impérialisme français menée dans la continuité de ses prédécesseurs; de l'augmentation du budget des armées à l'inscription dans la loi des mesures policières de l'état d'urgence et au vote d'une nouvelle loi répressive contre les migrants, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes à la diminution des aides au logement, de la diminution des pensions à l'aggravation de l'insécurité des travailleurs par la mise en oeuvre de la réforme du code du travail, etc., en même temps qu'il fait passer des lois ou des mesures en faveur des grands groupes du BTP (loi «Elan» sur le logement) ou des gros industriels de

l'agro-alimentaire (refus d'interdire le glyphosate, etc.).

Macron n'est pas tant le «président des riches» que le président groupes capitalistes les plus puissants qui trouvaient Hollande-Valls trop timorés et Sarkozy trop inefficace dans leurs actions «réformatrices» (lire: antisociales). Les économistes ne peuvent que constater le bilan d'un an de Macronisme: la croissance économique a (timidement) repris, mais les inégalités sociales se sont creusées (1). C'est une loi inflexible du capitalisme, masquée dans les périodes d'expansion: il ne peut surmonter ses crises qu'en appauvrissant les prolétaires puisqu'il

( Suite en page 2 )

## Nécessité primordiale du parti

*Nous republions ici un éditorial de notre presse internationale datant de presque 45 ans (décembre 1973). On était alors encore dans la période post-soixante-huitarde avec ses illusions spontanéistes et mouvementistes et à la veille de l'éclatement de la première crise économique générale du capitalisme après la deuxième guerre mondiale. Il était nécessaire de réaffirmer l'exigence fondamentale du parti pour la victoire de la lutte prolétarienne, selon la conception marxiste.*

*C'est ce que faisait cet éditorial, comme beaucoup d'autres textes avant et après lui. En s'appuyant sur un article d'Amadeo Bordiga, «Parti et classe», il réaffirmait aussi que ce parti de classe ne peut pas se constituer n'im-*

*porte comment, n'importe quand et de n'importe quelle façon – et surtout pas sur la base de déterminations contingentes, d'espairs ou de suggestions du moment: il ne peut se constituer que sur la base des principes fondamentaux du marxisme. Mais des déclarations formelles d'adhésion aux principes et au programme ne suffisent pas, il faut aussi un militantisme pratique et discipliné sur ces bases. Le parti venait de connaître une scission (dite «florentine» en raison de la localisation géographique des scissionnistes) où les militants de cette tendance affirmaient que puisqu'ils juraient fidélité aux principes, ils étaient en règle avec le parti et libres*

( Suite en page 8 )

## Macron amplifie les attaques au service du Capital

( Suite de la page 1 )

vit de leur **exploitation**.

Et alors que cette croissance économique, déjà bien faible, ralentit et que menace une nouvelle crise, il devient d'autant plus important pour le capitalisme d'amplifier les attaques contre les travailleurs afin de défendre sa raison d'être: son taux de profit. L'assurance-chômage et les retraites, ainsi que la Sécurité Sociale sont dans la cible au nom des «économies» à faire – en réalité ces prestations font partie de ce qu'on appelle le «salaire indirect» (les fameuses «charges sociales» que les patrons trouvent toujours trop élevées) et s'attaquer à elles, c'est s'attaquer au salaire. Par ailleurs le gouvernement a rappelé son objectif de diminution de 50 000 emplois dans la Fonction Publique dont 1800 dans l'Enseignement, ainsi que la réduction du nombre des emplois aidés, etc.

**NON AU « DIALOGUE SOCIAL »,  
OUI À LA LUTTE DE CLASSE !**

Face à cette grêle d'attaques dictée par les besoins du capitalisme, les négociations traditionnelles entre «partenaires sociaux» se révèlent vaines, comme gémissent les dirigeants syndicaux qui ne jurent que par le «dialogue social» – c'est-à-dire la **collaboration de classes** où les intérêts prolétariens sont toujours sacrifiés aux intérêts bourgeois.

Cela ne les empêche pas de continuer à jouer la comédie des négociations avec le gouvernement (2); cela ne les empêche pas d'appeler «*le gouvernement à entendre les attentes sociales*» (!) et de lui demander bien gentiment «*qu'il ne soit plus uniquement (!) guidé par l'obsessionnelle diminution de la dépense publique*» (communiqué commun CGT FO Solidaires UNEF UNI du 30/8). Ce n'est pas en le priant humblement de faire un geste pour les travailleurs qu'on peut arrêter le gouvernement dont la politique est déterminée, non pas par l'*«idéologie»* (communiqué commun), mais par les **intérêts** capitalistes tout à fait concrets: seule la **lutte ouverte** peut y arriver.

Mais pour cela il faut que la lutte soit menée sur des bases de classe, **anticapitalistes**. Les faits ont démontré que les sempiternelles journées d'action à répétition, comme lors de la lutte contre la loi Travail, ne servent à rien; que les grèves par intermittence comme à la SNCF, conçues pour gêner le moins possible l'entreprise, ne font qu'épuiser à la longue les grévistes; que les orientations corporatistes et de défense de l'entreprise données aux luttes ne peuvent

que les isoler et les affaiblir, alors même que l'attaque est globale et touche tous les secteurs.

Pour résister et vaincre il est indispensable de tourner le dos à ces méthodes **défaitistes** et de revenir aux méthodes et aux moyens **de classe**: grève sans limitation de durée avec blocage réel de l'activité (piquets de grève, occupations...), solidarité et extension du mouvement aux autres catégories ou entreprises, organisation et direction de la lutte par les travailleurs eux-mêmes (comités de grève, coordinations, AG souveraines...), défense exclusive des intérêts prolétariens et non de l'entreprise (publique ou privée), de l'économie locale ou nationale – qui ne sont pas autre chose que des intérêts bourgeois, etc.

Cela implique la rupture avec les orientations et les pratiques de la collaboration entre les classes qui sont le credo des organisations réformistes même quand elles se prétendent combattives. Les capitalistes et leur Etat ne sont pas des «partenaires» à convaincre, ce sont des adversaires de classe à combattre, en même temps que tous leurs valets! La riposte contre les attaques capitalistes en cours et en préparation ne peut pas attendre, ni être remplacée par l'impasse d'élections comme le préconisent les bonimenteurs réformistes: la force du prolétariat ne peut pas s'ex-

primer sur le terrain truqué des élections.

C'est uniquement sur le terrain de la lutte de classe ouverte et de l'organisation prolétarienne indépendante pour la lutte de défense quotidienne comme pour la lutte politique anticapitaliste générale, que les prolétaires, qui produisent toutes les richesses de la société, ont la force potentielle de faire reculer les capitalistes et leur gouvernement, avant de passer demain à la contre-attaque pour en finir avec le capitalisme et l'Etat bourgeois!

**Pour une lutte résolue avec les méthodes et les moyens de classe !**

**Pour l'organisation prolétarienne indépendante des orientations bourgeoises et collaborationnistes !**

**Pour la reprise de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme !**

**Pour la reconstitution du parti de classe internationaliste et international !**

Octobre 2018

(1) cf *Alternatives économiques*, <https://www.alternatives-economiques.fr/un-an-de-presidence-macron-bilan/00084538>

(2) Un membre de la délégation FO après la rencontre avec le premier ministre: «On dirait une jolie pièce de théâtre ... *Si on veut responsabiliser*, on met les acteurs en *confiance*» cf *Les Echos*, 31/8/18

## L'assassinat de Khashoggi et les crimes de l'impérialisme

( Suite de la page 1 )

tretenu par les impérialistes. Donald Trump a été obligé de faire des déclarations de condamnation du meurtre de Khashoggi; ce dernier, qui avant de devenir opposant à MBS, était un fidèle de la cour saoudienne (1), était chroniqueur du *Washington Post*, le quotidien le plus influent de la capitale américaine, et il avait des contacts réguliers avec des responsables américains sur les affaires du Moyen-Orient.

Cependant Trump n'a pas hésité à publiquement déclarer que le plus important dans l'histoire, c'était les 100 milliards de dollars de contrats d'armement espérés avec Ryad: tant de dollars valent bien le démembrement d'un gêneur!

Avant d'être contraint de revenir sur ses paroles, il avait jugé «crédibles» les explications invraisemblables des autorités saoudiennes qui, finissant par admettre le meurtre de Khashoggi, l'ont attribué à une bagarre qui aurait mal tourné.

La réaction du gouvernement français a été encore pire: il n'a pas émis la moindre critique ni même le moindre commentaire, avant que les Britanniques et autres ne déclarent condamner le crime. Qui ne dit mot consent.

Là aussi les ventes d'armes priment; même si par rapport aux Etats-Unis (61% des achats saoudiens d'armes) et à la Grande-Bretagne (23%), les ventes françaises directes sont peu importantes; elles se comptent cependant en milliards d'euros si on inclue les financements saoudiens aux achats à la France de l'Egypte et du Liban. D'ailleurs Macron doit se rendre en Arabie Saoudite à la fin de l'année pour conclure de nouveaux contrats. Pas question donc de mettre en péril les profits des industriels français de l'armement! Pas question donc d'accéder à la proposition, par ailleurs hypocrite, de l'Allemagne que tous les pays européens gèlent de nouveaux contrats d'armement à Ryad (Merkel a affirmé qu'il n'était pas question de remettre en cause ceux qui ont déjà

**Khashoggi ...**

été passés!). Quant au gouvernement espagnol du socialiste Sanchez il a confirmé il y a peu la vente de bombes à l'Arabie Saoudite, tandis que le premier ministre canadien vient de déclarer qu'il serait «très difficile» de mettre fin au contrat de vente de blindés à ce pays...

En avril dernier le porte-parole du gouvernement français défendait ces ventes à l'Arabie Saoudite: «*Il y a un intérêt clair pour l'industrie française (...). Pour restaurer l'influence de la France dans certaines zones du monde, c'est un élément important de notre diplomatie. Notre industrie a aussi besoin de trouver des débouchés sur ces marchés*» (2) C'est ce qu'on appelait autre fois la diplomatie des marchands de canons...

Cette diplomatie s'est exercée avec éclat dans le soutien à la sale guerre de l'Arabie Saoudite et de ses alliés au Yémen, qui ne pourrait pas durer sans l'appui américain, anglais et français. La France a d'ailleurs été, sous Hollande, le premier pays à soutenir l'Arabie Saoudite à ce sujet: Fabius, le ministre des Affaires Etrangères, s'était précipité à l'époque pour soutenir le gouvernement saoudien, alors que les Etats-Unis étaient réservés... L'impérialisme français n'a pas hésité à intervenir directe-

ment dans ce conflit par des vols de reconnaissance ou même en remplaçant la flotte saoudienne dans le blocus du pays, lorsque celle-ci était immobilisée par des opérations de maintenance (3)!

Les impérialismes américain mais aussi français et britannique sont donc directement complices des attaques contre les civils yéménites, contre les hôpitaux et les infrastructures de base, des bombardements de bus scolaires cyniquement revendiqués par l'armée saoudienne et de la famine qui fait des ravages à cause du blocus: selon les chiffres de l'ONU, 8 millions de personnes souffrent de la famine, plus d'un million sont infectées par le choléra, etc. Les ONG bien-pensantes (Amnesty International, HRW, etc.) avaient demandé respectueusement à Macron de faire pression sur MBS pour que l'armée saoudienne arrête de bombardier les civils et qu'elle laisse passer l'aide humanitaire. Ce serait risible si la situation n'était pas si tragique!

Depuis toujours la monarchie saoudienne est le serviteur de l'impérialisme, d'abord britannique qui avait installé les Saoud à la tête de ce pays (lui donnant même son nom!), puis ensuite américain. Le développement capitaliste du pays n'a pas modifié fondamentalement cette situation, même si son immense richesse pétrolière lui a donné une marge de

manoeuvre indéniable. L'impérialisme est donc coupable des crimes que commet la classe dominante saoudienne: le commanditaire de l'assassinat de Khashoggi est sans doute le prince MBS; mais les commanditaires du meurtre des populations yéménites et de l'oppression du peuple saoudien se trouvent à Washington, à Paris et à Londres – et ils y seront encore même si MBS est finalement éliminé.

Ce sont eux qui sont les plus dangereux, ce sont eux qu'il faut dénoncer d'autant plus quand ils se camouflent derrière des déclarations hypocrites, ce sont eux qu'il faut combattre!

24/10/2018

(1) Jamal Khashoggi était l'homme de confiance du prince Turki Al-Fayçal, ambassadeur pendant plusieurs années de l'Arabie Saoudite à Washington – poste-clé des relations entre les deux pays – et auparavant chef des services secrets du Royaume. Mais il tombera en disgrâce avec la venue au pouvoir de MBS.

(2) cf <https://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/les-ventes-d-armes-ont-un-interet-clair-pour-la-france-assure-griveaux-1415420.html>

(3) cf: «L'impérialisme français sème la mort au Yémen», *Le Prolétaire* n°527

## *Enième catastrophe annoncée !* **L'effondrement du viaduc de Gênes**

**fait une quarantaine de morts et une dizaine de blessés.  
Sa Majesté le Profit ne cesse de dévorer des vies humaines !**

14 août 2018. Un tronçon de 200 mètres de l'autoroute A10 Gênes-Vintimille franchissant la rivière Polcevera cède brutalement et s'effondre avec son pilier de soutien emportant avec lui 35 automobiles et 3 poids lourds. Une catastrophe: 43 morts et une dizaine de blessés selon le dernier bilan fourni par les autorités.

La ville de Gênes n'est pas seulement une grande métropole accrochée aux montagnes qui descendent vers la mer, c'est aussi un grand centre industriel et un important port de commerce et de passagers. Avec Milan et Turin, elle fait partie du fameux «triangle industriel» italien dont elle est le port d'où viennent et partent des milliers de tonnes de marchandises particulièrement vers la France, le nord de l'Italie et le nord de l'Europe. Après la fermeture de grandes usines comme Italsider qui a pollué pendant des années la terre et la mer de la région, le port est devenu le moteur essentiel de l'économie, engendrant un trafic routier en accroissement continu. Mais étant donné son relief tourmenté et sa forte densité de population, la ville devait faire un effort particulier pour se doter de voies de communication: ponts, tunnels, etc., dès l'époque du fascisme et dans les décennies

d'après-guerre.

En 1967 est terminé le viaduc qui s'est effondré aujourd'hui, dernière partie de l'autoroute permettant au trafic d'éviter le centre-ville. Portant le nom de l'ingénieur Morandi qui fut responsable de sa conception, le viaduc était considéré à l'époque comme une réalisation d'avant-garde. Morandi avait auparavant réalisé avec les mêmes méthodes de construction faisant appel au béton armé un viaduc plus important, de 8 km de long, au-dessus du lac Maracaibo au Venezuela (1). Sauf que ce pont s'écroula en partie en 1964 après le choc d'un pétrolier; événement sans aucun doute exceptionnel, mais dont il ne fut tenu aucun compte dans la construction du viaduc de Gênes.

Ce n'est pas d'hier en effet que ce viaduc a suscité des critiques sur la solidité de sa structure, au point qu'à la fin des années soixante-dix des travaux

ont dû être entrepris pour faire face à la dégradation du béton utilisé et des erreurs d'évaluation des effets du fluage du tablier. Mais ce n'est pas tout; le plan routier du viaduc n'était pas parfaitement horizontal et ces variations sollicitant l'infrastructure de l'ouvrage au passage notamment des poids lourds causaient des déplacements du tablier non prévus lors de la réalisation de l'ouvrage. Bref il y avait suffisamment de risques pour justifier les critiques qui ne cessèrent pas même après les travaux qui arrivèrent à obtenir une «semi-horizontalité» du tablier et le remplacement des câbles de suspension du viaduc (3).

L'ouvrage était donc considéré depuis longtemps comme vieux et dangereux. Selon une étude commanditée par la société d'autoroute elle-même, le trafic ne cessant de croître, la solution était la construction d'un nouveau tronçon d'autoroute (la «Gronda») détournant le trafic du viaduc destiné à être détruit.

( Suite en page 4)

## L'effondrement du viaduc de Gênes

( Suite de la page 3 )

Ce projet rencontra une forte opposition et provoqua des manifestations soutenues par le «Mouvement 5 étoiles» (M5S) qui est aujourd'hui l'un des deux partis au gouvernement, et qui naquit à Gênes en 2009.

En 2012, lors d'une discussion publique, le représentant du M5S répondit à un responsable patronal qui affirmait que d'ici 10 ans le viaduc allait s'écrouler, en disant qu'il faisait confiance à la société d'Autoroute selon laquelle le viaduc pouvait tenir «encore cent ans». Le représentant du M5S, qui prétend défendre les petits contre les gros, faisait ensuite siennes les déclarations de l'Administrateur de cette société selon lequel les critiques contre le viaduc étaient typiques «des démocraties immatures où les droits forts de quelques-uns l'emportent sur les intérêts collectifs de tous» (2). Déclaration pleine de sel de la part du représentant d'une société privée appartenant à la riche famille Benetton qui ne voulait rien dépenser pour la construction d'un nouveau tronçon autoroutier...

Sur le site internet du M5S génois on pouvait aussi lire un communiqué de 2013 des comités opposés à la Gronda qui affirmait que le risque d'un effondrement imminent du viaduc n'était qu'une «fable». Ce communiqué tout comme le compte-rendu de la discussion de 2012 ont été effacés du site après la catastrophe; le M5S voudrait faire oublier ce qu'il soutenait alors, mais sur la toile on ne peut rien cacher comme le proclamait Grillo lui-même, le chef de ce mouvement...

Au-delà des querelles entre les partisans des différentes solutions pour améliorer le trafic routier à Gênes pour faciliter le déplacement et accélérer la vitesse de circulation des marchandises, le véritable problème est d'en finir avec une phase historique où la vie humaine ne compte pas par rapport à la quête du profit. Plus d'autoroutes ne signifie pas plus de bien-être pour la population, mais plus de profits pour les capitalistes qui les utilisent comme pour ceux qui les construisent, les entretiennent, les reconstruisent et ceux qui empochent le prix des péages. La quête du profit ne prend pas en compte les dommages causés à l'environnement ou à la vie humaine; si elle cause la mort des ouvriers qui construisent ou qui produisent ou des utilisateurs, cela n'a qu'une importance toute relative.

Evidemment après une catastrophe comme celle de Gênes tout le monde politique, tout le monde des médias, etc., est à la recherche de **responsables**: le système bourgeois a besoin d'attribuer la faute à quelques-uns pour ne pas être lui-même accusé. L'histoire démontre que même s'ils sont «honnêtes» et «éclairés» les bourgeois ne seront jamais capables de comprendre que les racines des catastrophes se trouvent dans leur mode de production capitaliste et dans la défense politique et sociale de la société érigée sur ce mode de production. Une tragédie suit l'autre et les leçons n'en sont jamais tirées parce que l'essence même de la société du profit, de l'argent, de la marchandise, de la propriété privée empêche ceux qui en vivent de comprendre que la

source de toutes les contradictions se trouve dans l'assujettissement du travail au capital.

C'est pourquoi les communistes révolutionnaires mettent toujours au premier plan, non la responsabilité des individus – qui existe à n'en pas douter – mais les causes plus profondes qui provoquent les tragédies, que ce soit l'écroulement d'un viaduc, des incendies, des inondations, des tremblements de terre ou des accidents du travail. Ces tragédies ne sont pas causées par la fatalité, le hasard, l'incurie ou la rapacité d'une poignée de responsables, mais en dernière analyse par les lois inflexibles du capital.

Toutes les larmes des autorités et des démocrates, qu'elles soient sincères ou non, ne leur serviront qu'à se donner bonne conscience, tandis qu'ils continueront comme ils l'ont toujours fait à lubrifier les mécanismes de l'exploitation et à défendre les intérêts capitalistes.

La voie pour renverser le pouvoir de ces vampires et faire échec à leurs affaires de brigands est longue et difficile, mais il n'y en a qu'une : la lutte de classe du prolétariat, seule classe qui possède la force potentielle d'abattre dans une confrontation gigantesque les forces du capitalisme et du pouvoir bourgeois qui le protège.

(1) [https://it.wikipedia.org/wiki/Ponte\\_General\\_Rafael\\_Urdaneta](https://it.wikipedia.org/wiki/Ponte_General_Rafael_Urdaneta)

(2) cf Sara Frumentò, Ponte Morandi a Genova, una tragedia annunciata, *ingegneri.info*, 14/8/18

(3) cf *Huffingtonpost.it* et *Ilfoglio.it*, 14/8/18

## Le capitalisme mondial de crise en crise (3)

( Les parties précédentes de cette étude sont parues sur les n°527 et 529 du Prolétaire )

### SA MAJESTÉ L'ACIER

Les marxistes en général et notre parti en particulier ont toujours accordé une importance particulière à la production d'acier comme indication du développement capitaliste. L'acier est présent dans de nombreux produits, des épingles à l'automobile, des fers à béton aux aciers spéciaux pour l'aéronautique, etc.; il est un indice sûr de l'évolution d'une économie d'un pays et de l'économie mondiale et aussi des rapports de force non seulement économiques mais militaires entre les grandes puissances: l'acier est aussi indispensable pour la

production d'armements!

Trump n'avait donc pas tort quand il a invoqué des raisons de «sécurité nationale» auprès de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce, agence créée pour réguler et libéraliser les échanges commerciaux internationaux) lorsqu'il a décidé d'imposer des tarifs douaniers sur les importations d'acier; l'OMC prévoit en effet que dans ce cas les Etats membres peuvent contrevenir aux règles commerciales en vigueur.

Si la décision de Trump répondait avant tout aux besoins des sidérurgistes américains (*Big Steel*, comme on dit là-bas pour désigner cette puissante industrie), elle avait aussi indéniablement des causes stratégiques: la première puissance impérialiste mondiale ne peut difficilement admettre que l'acier dont

elle a besoin pour construire ses avions, ses bateaux de guerre et autres matériels militaires qui sont le garant de sa prééminence internationale, lui soit fourni par des Etats potentiellement hostiles (même si les Etats-Unis achètent aujourd'hui bien davantage d'acier à des pays «alliés», principalement le Canada et certains pays européens, qu'à la Chine).

### LA PRODUCTION D'ACIER, MOTEUR DU CAPITALISME MONDIAL

Un Fil du Temps intitulé: «Sa Majesté l'acier» publié en 1950 (1), avait dressé un historique de la production d'acier dans le monde. Sans vouloir reprendre tout le texte, nous allons citer et déve-

lopper quelques points en continuité avec ce qui avait été écrit alors.

En 1913, à la veille de la première guerre mondiale, il y avait 6 principaux producteurs d'acier dans le monde. La Grande-Bretagne, qui avait été «l'atelier du monde» au siècle précédent, et donc aussi le premier producteur d'acier, avait non seulement cédé sa place aux Etats-Unis, mais elle avait été aussi dépassée par sa rivale, l'Allemagne. Voilà les chiffres (2):

En trente ans la production mondiale d'acier a été multipliée environ par vingt (alors que la population de la planète n'a augmenté que de 25%): 71 millions de tonnes contre 3,6 millions en 1880. Au premier rang les Etats-Unis ont en produit 31 millions, l'Allemagne 19 millions, la Grande-Bretagne 10 millions, la France un peu plus de 5 millions, la Russie autour de 5 millions, tandis que le Japon n'a guère plus de 200 000 tonnes.

À la veille de la deuxième guerre mondiale, la production mondiale d'acier dépasse les cent millions, mais elle avait plongé à 40 millions après la crise de 1929. En quelques années de préparation à la guerre elle avait fait un gigantesque bond en avant! Les Etats-Unis produisent alors 47 millions de tonnes, l'Allemagne 23 millions, la Russie un peu moins de 19 millions, la Grande-Bretagne 14 millions, la France 8,5 millions, le Japon 5 millions. Dans ces chiffres de la production d'acier on peut lire à l'avance les résultats des affrontements militaires qu'elle préparait...

Après la guerre, les nécessités de la reconstruction allaient donner un puissant coup de fouet à la production mondiale d'acier; mais maintenant il y aura deux grands compétiteurs, les piliers du condominium mondial à l'ère de ladite «guerre froide»: l'URSS et les USA.

En 1967, la production mondiale atteignit les 497 millions de tonnes d'acier à l'issue d'une croissance ininterrompue de 365% en vingt ans: en 1947, 136 millions de tonnes avaient été produites, après le creux de l'immédiat après-guerre. Les Etats-Unis sont alors les premiers avec 115 millions, plus que toute la production mondiale d'avant-guerre; ils sont suivis par l'URSS avec 102 millions. Les suivent à distance les seconds couteaux impérialistes: le Japon, qui est maintenant le troisième plus grand producteur à 62 millions, l'Allemagne occidentale à 37, la Grande-Bretagne à 24, la France à 19 millions de tonnes.

Mais les 6 grands producteurs «historiques» ne produisent plus que 80% de l'acier mondial, de nouveaux producteurs ayant acquis une importance significative: l'Italie avec 16 millions de tonnes, la Chine avec une produc-

tion estimée à 14 millions de tonnes, la Tchécoslovaquie et la Pologne à 10 millions, etc.

En 1973, alors que la crise économique internationale est sur le point de se déclencher, la production mondiale s'est hissée à 698 millions de tonnes. Les Etats-Unis atteignent leur chiffre record de 136 millions, mais l'URSS les talonne avec 131 millions tandis que le Japon s'est grandement rapproché des deux grands avec 119 millions de tonnes; on a ensuite l'Allemagne Occidentale à 49 millions, la Grande Bretagne à 26 millions à égalité avec la Chine tandis que la France est à 25 millions et l'Italie à 21 millions.

### LA CRISE DE 1974-75 ET LES SUIVANTES

La grande crise économique internationale de 74-75, la première de cette ampleur depuis la guerre, va rebattre les cartes.

La production mondiale ne baissera que de 10% et cette baisse ne durera que 3 ans, mais ces chiffres sont trompeurs; en fait la hausse continue de la production d'acier qui avait accompagné les «trente glorieuses» (comme les économistes appellent les trois décennies d'expansion qui ont suivi la guerre mondiale) dans les pays occidentaux et le Japon, est cassée. L'URSS, épargnée en grande partie par la crise, en profite pour dépasser nettement les Etats-Unis dès 1976 (144 millions contre 116 pour cette année-là), qui seront à leur tour dépassés par le Japon lors de la crise de 1980-81, tandis que la Chine, sans bruit continue son ascension régulière.

En 1987 nous arrivons à une production mondiale de 737 millions de tonnes, soit une augmentation d'un peu plus de 50% en vingt ans: le rythme de la croissance mondiale de la production d'acier s'est fortement ralenti par rapport à la période précédente, parallèlement à la croissance économique en général, mais les quantités sont devenues beaucoup plus grandes et les rapports entre les pays ont changé.

L'URSS est nettement en tête avec 162 millions de tonnes, distançant le Japon (98 millions) et les Etats-Unis (81 millions). La Chine pointe au quatrième rang avec 56 millions, devant l'Allemagne de l'Ouest (37 millions), l'Italie (22 millions) à égalité avec un nouveau venu, le Brésil, puis à peu près au même niveau la France (17,7 millions) et la Grande Bretagne (17,4), sur le point d'être rattrapées par la Corée de Sud (16,5 millions).

L'énorme production d'acier soviétique est en fait une gigantesque **sur-production** qui annonce l'effondre-

ment prochain de l'URSS; le Japon qui avait atteint son record de 111,7 millions de tonnes en 1980 en dépassant les Etats-Unis, a vu sa progression stoppée par ces derniers après les accords dits «du Plaza Hotel» en 1985 (3); l'apparition des nouvelles puissances signe le déclin de vieilles puissances industrielles occidentales comme la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis (qui ont vu leur production d'acier chuter de 40% depuis leur record historique de 1973).

Faisons un bond de 10 ans.

En 1997, l'URSS a disparu avec le soi-disant «camp socialiste» est européen et les Etats-Unis se présentent comme la seule grande puissance, prétendant définir un «nouvel ordre mondial» à leur convenance, alors que le monde a connu une crise économique internationale, mais d'ampleur plus ou moins forte suivant les régions. Depuis 1987 la production mondiale d'acier n'a progressé que d'un peu plus de 2% pour

( Suite en page 6 )

## « Il Comunista »

Nr.155 - Settembre 2018

Nell'interno

- Un'ennesima tragedia annunciata! Crolla il ponte Morandi, a Genova: più di quaranta morti e una decina di feriti. Sua Maestà il Profitto non fa che divorare vite umane!
- A dieci anni dal fallimento della Lehman Brothers. Le misure delle classi dominanti borghesi per superare la crisi economica e finanziaria del 2007-2008 non possono che preparare, inesorabilmente, fattori di crisi più generali e violente
- Il capitalismo mondiale di crisi in crisi (2)
- Gli affari del fuoco, mentre gonfiano le tasche dei capitalisti, sterminano sistematicamente vite umane
- Migranti stranieri: braccia da sfruttare fino allo sfinimento o carne da macello
- Il «viadotto malato» ha fatto 43 morti e 9 feriti. 255 le famiglie sfollate, in totale 566 persone
- Il «criminale» cemento armato?
- Un giorno di luglio, su «la Repubblica»
- Iran: la collera operaia sfida la dittatura sanguinaria dei mollas
- Iran, petrolio e sanzioni
- Migranti in fuga da guerre e miserie: dopo violenze, torture, stupri, gambe e braccia spezzate e uccisioni nei campi di internamento in Libia o in qualsiasi altro paese di transito, la fuga dei migranti africani e mediorientali continua a rischiare di finire nel cimitero chiamato mediterraneo

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €; 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €; 50 CHF; £ 12

## Le capitalisme mondial de crise en crise

( Suite de la page 5 )

atteindre péniblement les 798 millions de tonnes, mais cela cache des disparités importantes selon les pays: le paysage des producteurs d'acier est en plein bouleversement. La Chine est maintenant le premier producteur mondial, après avoir dépassé en 1994 les Etats-Unis qui étaient entre-temps revenus à la première place et qui ont été à nouveau dépassés par le Japon: Chine: 109 millions de tonnes; Japon: 104,5; Etats-Unis: 98,5.

Puis viennent la Russie (48 millions), l'Allemagne réunifiée (45), la Corée du Sud (42,5); le Brésil (26); l'Italie (25,7); l'Ukraine, qui a hérité d'une partie de la sidérurgie de l'URSS (25,5); l'Inde (24,5); la France (19,7) et la Grande-Bretagne (18,4).

Si l'Europe dans son ensemble produit un peu moins de 200 millions de tonnes d'acier et l'Amérique du Nord moins de 130 millions, l'Asie, elle, dépasse les 300 millions de tonnes: le centre de gravité de la production de ce matériau stratégique qu'est l'acier s'est définitivement déplacé vers l'Asie. Les prétentions américaines d'être les seuls maîtres du monde ne reposent sur aucune base économique solide: elles sont donc condamnées à être démenties par les faits. Cependant il faut bien avoir conscience que l'ensemble géographique asiatique est composé de pays non seulement concurrents, mais hostiles entre eux; cela permet, pour le moment au moins, le maintien de la domination occidentale, c'est-à-dire américaine.

Faisons un bon supplémentaire de 10 ans dans le temps pour arriver à la veille de la grande récession de 2008.

En 2007 la production mondiale est montée à 1346 millions de tonnes, en progression de 68% par rapport à 1997: la récession de 2001 ne s'est pas faite sentir sur la production globale d'acier. Mais il n'en est pas de même pour les différents pays.

Les Etats-Unis qui étaient revenus à une production de plus de cent millions de tonnes d'acier en 2000, signe d'une vitalité industrielle bien réelle, sont retombés à 90 millions en 2001 et en 2007 ils n'ont toujours pas retrouvé le niveau de 2000 puisqu'ils sont à 98 millions, derrière le Japon (120 millions) et surtout la Chine qui a bondi à 489 millions, soit une augmentation de plus de 400% en dix ans!

La Russie suit à 72 millions (160% de hausse par rapport à 1997); puis nous avons ensuite l'Inde qui a pris son envol avec 53 millions (220% de

hausse); la Corée du sud poursuit sur sa lancée à 51 millions (20% de hausse); l'Allemagne, qui a légèrement augmenté sa production à 48 millions (6,5% de hausse); l'Ukraine à 42 (64% de hausse), le Brésil à 33,7 (29% de hausse), l'Italie à 31,5 (21% de hausse), la Turquie à 25 millions (75% de hausse), la France à 19,2 (quasi-stagnation), l'Espagne en plein boom à 18,9 (37% de hausse), qui a doublé la Grande-Bretagne à 14,3 qui enregistre, elle, une **baisse** de 22%.

Outre l'apparition de nouveaux pays comme l'Inde ou la Turquie parmi les premiers producteurs mondiaux, le rétablissement en cours de la Russie et la performance de la Corée, on voit que les différences de dynamisme industriel existent aussi en Europe: on y trouve de vieux pays producteurs qui n'ont pas réussi à retrouver leur niveau de 2000 – la France – ou même de 1997 – la Grande Bretagne –, et des pays qui continuent à croître, fortement comme l'Italie et encore plus l'Espagne, ou de façon plus mesurée mais néanmoins significative comme l'Allemagne.

### LA GRANDE RÉCESSION ET SES SUITES

La crise de 2008 fait reculer la production mondiale de près de 9% entre 2007 et 2009 avant de repartir à la hausse; mais certains pays ressentirent la crise beaucoup plus durement que d'autres.

Les Etats-Unis, l'épicentre de la crise voient ainsi leur production reculer très fortement, de près de 40%, pour retomber à 58 millions de tonnes; mais des pays européens ne sont guère mieux lotis comme l'Italie qui recule de 37%, la France de 36%, l'Allemagne de 33%, l'Ukraine de 30%. La Grande Bretagne avec 28%, le Japon avec 27% et l'Espagne avec 24%, s'en tirent un peu mieux; c'est aussi le cas du Brésil avec 20% de baisse, de la Russie (16%), de la Corée (10%), ou de la Turquie (6%). Tandis que chez d'autres, comme la Chine et l'Inde, la production d'acier va continuer à croître, ce qui démontre que la crise les a peu touchés.

Dix ans après, où en sommes-nous?

Par rapport à 2007 la production mondiale a augmenté de 25% pour atteindre les 1689 millions de tonnes en 2017. C'est une proportion plus faible que pour la décennie précédente, mais la crise a été également bien plus violente. Surtout, certains Etats ne l'ont toujours pas surmontée.

C'est ainsi que les Etats-Unis avec 81,6 millions de tonnes d'acier produites en 2017, ont connu une **baisse** de plus de 16% sur dix ans. Ils sont main-

tenant relégués au 4e rang mondial, dépassés non seulement par la Chine à 831 millions de tonnes (70% de hausse), soit 49% de la production mondiale, par le Japon à 104,7 millions (malgré 13% de **hausse**) mais aussi par l'Inde qui avec 101,4 millions détient le ruban bleu de la croissance parmi les grands pays: 91% d'augmentation de sa production. On voit que Trump, qui a le projet de lancer un grand programme de construction de navires de guerre pour faire face à la montée en puissance de la flotte de guerre chinoise, a quelques raisons de s'inquiéter...

La Russie, stagnante depuis 10 ans, est la suivante, à égalité avec la Corée du Sud (mais celle-ci avec une hausse de 39%): à 71 millions de tonnes. Puis nous avons l'Allemagne à 43,4 (9,5% de **baisse**), la Turquie à 37,5 (50% de hausse), le Brésil à 34,4 (2% de hausse), l'Italie à 24,1 (23% de **baisse**). Plus loin, la France à 15,5 enregistre une **baisse** de 20% et l'Espagne à 14,5 une **baisse** de 23%. Quant à la Grande-Bretagne, l'ancien n°1 de la production sidérurgique qui au dix-neuvième siècle produisait la moitié de l'acier mondial, elle a plongé dans les profondeurs du classement, au 22e rang, derrière la Belgique et l'Autriche, juste devant son ancienne colonie, l'Egypte: 7,5 millions de tonnes, correspondant à une **baisse** de 47% en dix ans.

### LES RACINES D'UN FUTUR CONFLIT AVEC LA CHINE

Que nous disent ces chiffres?

D'abord que les vieilles régions industrialisées d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon ont continué à perdre de leur importance dans la production sidérurgique par rapport à l'Asie (hors Japon) et surtout à la Chine: alors que l'Asie produisait en 2017 62% de l'acier mondial, l'Europe n'en produisait plus que 12,5%, l'Amérique du Nord 6,8% et le Japon, 6,2%.

Cela n'implique pas une baisse équivalente de leur production industrielle car ces pays trouvent le cas échéant sur le marché mondial l'acier et les produits sidérurgiques qu'ils ne produisent pas ou plus.

Par exemple, selon un rapport gouvernemental (4), la Grande-Bretagne a consommé en 2015 9,4 millions de tonnes d'acier, mais seulement 4,4 millions ont été fournis par la sidérurgie britannique (qui a exporté cette même année 3,5 millions de tonnes): les importations se sont donc élevées à 5 millions de tonnes. Lorsque la firme Tata s'est retirée du marché britannique en 2016, à cause de la concurrence des importations chinoises à bas prix et du ralentissement...

tissement économique, en cédant pour le prix symbolique d'une Livre les installations de la British Steel qu'elle avait rachetées dix ans auparavant, la question était posée de la disparition complète de la sidérurgie britannique. Elle a été probablement sauvée pour des raisons stratégiques, car la dépendance par rapport au marché mondial a inévitablement des conséquences fâcheuses sur ce plan (5).

Les chiffres que nous avons cités montrent aussi et surtout la formidable **surproduction** d'acier en Chine; selon certaines estimations sa capacité excédentaire est égale aux productions du Japon, de l'Inde, des Etats-Unis et de la Russie prises ensemble (6)! Cette surproduction n'est pas limitée à l'acier, mais elle concerne aussi le charbon, le ciment, le verre, l'aluminium, etc. Obligée d'écouler à bas prix sa production hors de ses frontières, la Chine menace la survie de beaucoup d'industries d'autres pays. C'est une situation qui ne peut pas durer et jusqu'ici les accords internationaux et les mesures prises par les autorités chinoises pour diminuer la production, n'ont pas permis de résoudre ce problème au contraire la production chinoise a continué de croître de plus belle dans pratiquement tous les secteurs

Il y a là les racines matérielles d'un futur conflit des grands impérialismes contre la Chine et/ou d'une grave crise économique interne à ce pays, si les débouchés extérieurs venaient à se tarir, soit par des mesures protectionnistes à la Trump, soit par l'éclatement de la nouvelle récession mondiale qui se profile à l'horizon.

Mais ce développement exubérant de l'industrie chinoise a eu aussi comme conséquence le développement rapide d'une classe ouvrière encore mal encadrée par les institutions étatiques. Les informations sur des «conflits du travail» qui percent jusqu'à nous sont le signe encore timide que les prolétaires chinois ne toléreront pas éternellement la situation de surexploitation qu'ils connaissent. Les mesures répressives prises par le pouvoir à tous les niveaux, signe qu'il a bien conscience de ce péril, n'arriveront pas à endiguer le réveil inévitable de la lutte de classe en Chine!

(A suivre).

(1) cf *Battaglia Comunista* n°18/1950

(2) Les chiffres varient, parfois de façon importante, selon les sources. Nous utilisons ici les «World Steel Statistics» de l'International Iron and

Steel Institute (Bruxelles). A noter que jusque dans les années 80 du siècle dernier ces statistiques étaient «confidentielles»...

(3) Lors de ces accords le Japon accepta une revalorisation de sa monnaie par rapport au dollar, ce qui renchérisait d'autant ses exportations. On parla d'une «décennie perdue» pour la croissance japonaise, sérieusement *bridée*

par les yankees...

(4) cf «Future Capacities and Capabilities of the UK Steel Industry», BEIS Research Paper n° 26, 15/12/2017.

(5) Des politiciens britanniques se s'étaient déjà offusqués que le nouveau sous-marin nucléaire du pays soit construit avec de l'acier importé de France... cf *The Telegraph*, 15/12/2017

(6) cf *The Economist*, 9/9/2017

### Importations d'acier par les Etats-Unis (2017)

Les Etats-Unis sont le premier importateur mondial d'acier (suivis à distance par l'Allemagne); ils en ont importé en 2017 34,6 millions de tonnes, soit 32,6% de leur consommation.

Voici ci-dessous les dix plus importants fournisseurs (sur 85 pays qui exportent de l'acier vers les Etats-Unis); ils représentent à eux tous près de 80% des importations américaines. Entre parenthèses: **valeur** des importations en millions de dollars; en pourcentage: pourcentage du **volume** total des importations d'acier.

1. Canada: (5330), 17%;
2. Corée du Sud (5187), 10%.
3. Mexique (2494), 9%.
4. Brésil (2480), 14%.
5. Japon (2450) (5%).
6. Allemagne (1525), 4%.
7. Russie (1431), 8%.
8. Taiwan (1264), 3%.
9. Turquie (1192), 6%.
10. Chine (1009), 2%.

On voit que certains pays comme le Japon ou encore plus l'Allemagne, exportent un volume relativement faible mais qui a une valeur élevée: il s'agit dans ce cas d'aciers spéciaux, plus chers; d'autres, comme par exemple le Brésil ou la Russie sont dans le cas inverse: ainsi l'acier russe importé se vend presque deux fois moins cher que l'acier allemand. On constate aussi que les importations chinoises sont peu importantes: cela fait des années, donc bien avant Trump, que des taxes «anti-dumping» les ont pratiquement bloquées.

Sources: *The conversation.com* et *Business insider*, 1/6/18; *Global Steel Trade Monitor*, «Steel Imports Report: United States», septembre 2018. (Le chiffre fourni par cette source gouvernementale pour le total des importations américaines, diffère du chiffre donné par la World Steel Association de Bruxelles).

### Pays exportateurs et pays importateurs d'acier

(2017, Millions de tonnes)

#### PAYS EXPORTATEURS

1. Chine: 74,8
2. Japon: 37,5
3. Corée du Sud: 31,4
4. Russie: 31,1
5. Allemagne: 26,4
6. Italie: 18,2
7. Belgique: 18,1
8. Turquie: 16,6
9. Inde: 16,3
10. Brésil: 15,3
11. Ukraine: 15,2
12. France: 14,8
13. Formose: 12,1
14. Pays-Bas: 10,9
15. Etats-Unis: 10,2

#### PAYS IMPORTATEURS

1. Etats-Unis: 35,4
2. Allemagne: 27,1
3. Italie: 20,1
4. Corée du Sud: 19,3
5. Vietnam: 16,2
6. Turquie: 15,8
7. France: 15,1
8. Thaïlande: 14,5
9. Belgique: 14,1
10. Chine: 13,9
11. Mexique: 13,5
12. Indonésie: 11
13. Pologne: 10,7
14. Espagne: 9,9
15. Inde: 8,9

Source: «World steel in figures 2018», Worldsteel Association, Bruxelles.

On voit que de nombreux pays sont à la fois exportateurs et importateurs. Les exportations chinoises ont enregistré un record en 2015 (110 millions de tonnes), avant de diminuer les années suivantes; ses principaux clients sont asiatiques: Corée du Sud (13%), Vietnam (9%), Philippines (6%), Indonésie (5%), Thaïlande (5%), etc.

# Nécessité primordiale du parti

( Suite de la page 2 )

*de suivre leur propre voie... Le rappel des orientations fondamentales vaut pour aujourd'hui et pour demain comme il valait pour hier.*

\* \* \*

Ce n'est pas par hasard si le texte fondamental de notre courant qu'est «Parti et classe» (1) ne part pas pour définir les deux termes en question de ce qu'est et ce que fait le parti communiste dans des situations «normales» (c'est-à-dire non révolutionnaires), comme le voudraient les adorateurs du **concret** (qui n'est en définitive que le **contingent**); ni du but final (c'est-à-dire le communisme) comme le voudraient les utopistes fustigés par Engels qui rêvent d'une communauté préfigurant la société future; mais bien du rôle du parti au moment crucial de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire après la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et dans le vif des «*interventions despotiques*» sur les plans économiques et politico-social, qui sont la substance de la phase de transition de l'ancien au nouveau mode de production.

Cette façon de procéder peut bien paraître absurde selon les critères de la logique formelle, elle est en fait au plus haut point dialectique. Elle tend à démontrer avant toute chose que, pour affronter et résoudre les problèmes gigantesques qu'entraînent non seulement la nécessité «*non seulement de remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais aussi de construire une machine toute nouvelle et radicalement différente d'administration et de gouvernement, ayant des buts infiniment plus complexes que l'art de gouvernement d'aujourd'hui*», il faut «*une préparation à la fois politique, administrative et militaire qui, pour pouvoir répondre aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne, ne peut être le fait que d'un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision générale du processus révolutionnaire et de ses exigences et d'autre part, une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les activités particulières au but général du prolétariat*».

Le texte entend démontrer ensuite que le prolétariat ne serait pas prêt à affronter les problèmes extrêmement difficiles de sa dictature «*si l'organe indispensable pour remplir ces tâches n'avait pas commencé longtemps à l'avance à constituer son corps de doc-*

*trine et d'expériences*», en faisant preuve dans son action – sur le long chemin qui, par-delà les flux et reflux, les avancées et les reculs, les victoires partielles et les défaites temporaires du mouvement prolétarien, mène à l'organisation et à la réalisation de l'assaut révolutionnaire pour le pouvoir – d'une «*fidélité*» non pas formelle et rhétorique, mais réelle, c'est-à-dire se traduisant dans les faits – les vulgaires faits de tous les jours – par «*une stricte discipline envers le programme et l'organisation*».

Ce n'est ni le but **final**, ni la situation **contingente** qui définissent les tâches, dictent la voie, imposent les lois de l'action et de la vie interne du parti; ce sont les **principes**, ces principes que Lénine a énoncés de la façon suivante: «*instauration de la dictature du prolétariat et emploi de la contrainte d'Etat durant la période de transition*» et qui, selon notre texte de 1921, sont les points de référence constants et impératifs de l'organe qui doit les mettre en pratique. Il serait tout à fait **insuffisant** de dire que le parti est le parti dans la mesure où il possède une théorie, un but final, un programme; il serait également **insuffisant** de dire qu'il est le parti dans la mesure où il a la conscience des principes et où il s'en fait le champion. En fait le parti est l'organe qui assume la **mise en pratique des principes**; et il ne peut remplir cette mission historique que s'il défend avec acharnement sa théorie, proclame ses buts, annonce son programme, agit et combat en fonction de son rôle d'«*appareil dirigeant centralisé et discipliné*» de la dictature prolétarienne, quelle que soit l'échéance proche ou lointaine de celle-ci, en sachant bien que sa véritable force, sa principale force révolutionnaire, réside dans la «*continuité doctrinale et pratique de toute sa propagande et de toute son oeuvre; dans le fait qu'il se sera donné précisément le type d'organisation répondant aux exigences de la phase décisive de la lutte révolutionnaire*».

Le parti est une conscience et une volonté **collectives organisées**; la première ne serait que vaine spéculation sans la seconde («*les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses façons, ce qui importe c'est de le transformer*»). Le lien entre elles ne peut être trouvé que dans une **unité de mouvement** à travers les hauts et les bas de la lutte de classe, unité inconcevable sans des directives tactiques stables et sûres et sans une structure d'organisation liée à ces directives et reliées par elles aux principes.

Ce n'est pas par hasard que dans

notre texte **discipline envers le programme** et **discipline envers l'organisation** renvoient l'une à l'autre comme les termes d'une même équation.

Ce n'est pas par hasard non plus que Lénine commence «*Que faire?*» par une affirmation intransigeante de l'invariance et même du «*dogmatisme*» de la doctrine et qu'il conclut en revendiquant hautement la tactique-plan («*ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique*») et l'organisation-plan, «*une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes*» (dans un autre passage, Lénine précise: «*dans n'importe quelles circonstances "ternes, pacifiques" dans n'importe quelle période de "déclin de l'esprit révolutionnaire"; bien plus, précisément dans ces circonstances et dans ces périodes*»), sans laquelle même la tactique la plus réfléchie n'est qu'un «*plan sur le papier*».

Il est vrai que le parti n'est pas une armée. Mais c'est une école de **militantisme** révolutionnaire et non un **cercle** de chercheurs ou un **cénacle** d'élus. Dans le parti, ou bien la tactique et l'organisation sont au service du programme et des principes, ou bien elles passent au service de l'ennemi. Mais le programme et les principes eux-mêmes ne sont rien s'ils ne s'incarnent pas dans un ensemble ni neutre ni indifférencié, mais aux limites scientifiquement tracées, de règles d'action, et dans une structure d'organisation articulée capable de mettre ces règles en pratique; bref, le programme et les principes ne sont rien s'ils ne s'incarnent pas dans une **discipline pratique** qui seule peut donner un sens à la formule de «**dictature du programme**» qui doit régner dans le parti. Certains ont abusé de cette formule, mais elle est juste si on la comprend bien. Dans l'abstrait, n'importe qui peut accepter, ou déclarer accepter les «*positions programmatiques*» du parti; mais celui-là n'est pas encore, tant s'en faut, un militant.

Définissant les tâches du parti **avant** et même très longtemps avant la conquête révolutionnaire, notre texte de 1921 rappelle aux communistes que ces deux phases suprêmes de la lutte exigent «*une action coordonnée et disciplinée des individus aptes à remplir les différentes fonctions, à étudier les différents problèmes et à appliquer aux différents secteurs de la vie collective, les critères dérivant des principes révolutionnaires généraux et correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves du vieux régime afin d'édifier de nouveaux rapports sociaux*».

Ces «compétences» que les partisans de Gramsci voyaient comme quelque chose que l'on apprend à l'école, puisque selon eux il s'agissait de former des experts dans le domaine de l'industrie ou dans celui du droit constitutionnel, des techniciens de l'«édification de la société future», ces compétences ne s'acquièrent que dans le parti, c'est-à-dire dans son encadrement, dans l'accomplissement de ses tâches permanentes: défense de la théorie, propagande des principes, diffusion des mots d'ordre, participation aux luttes économiques. Ces compétences ne s'acquièrent qu'à travers l'intégration constante des militants en tant que personnes physiques ayant des capacités différentes, mais toutes nécessaires et complémentaires, une intégration qui est à la fois la condition essentielle et la conséquence de la **vie organisée** du parti.

C'est pourquoi nous avons répété mille fois que le parti, même au stade embryonnaire, naît véritablement non pas dans les situations montantes, mais dans les situations non révolutionnaires, dans les situations où se trempent ceux qui «*croient fermement en la révolution, qui la veulent, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traînée dont ils attendraient le paiement, et qui ne tombent pas dans le désespoir et le découragement si celle-ci devait tarder*». C'est à ce moment que le parti doit naître, parce que c'est alors que le fil rouge doit être préservé, parce que c'est alors que toutes les forces de la réaction se jettent sur lui pour briser sa continuité et détruire la théorie, l'étouffer en silence, l'effacer en même temps que l'organisation qui en est le support et sans laquelle le «parti historique» peut bien survivre dans l'arche sacrée des textes classiques, mais ne peut pas devenir le «parti formel», ne peut pas devenir une **force de classe**.

Bien plus, c'est **alors** que le parti doit naître, parce que, comme le rappelait Trotsky en 1924 dans les «Leçons d'Octobre» aux militants du monde entier à un moment où s'amoncelaient les nuages de la contre-révolution stalinienne; «la révolution ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti, ou par un succédané de Parti». Et ce parti ne se forme pas du jour au lendemain, il ne naît pas du mouvement élémentaire des masses, il le précède au contraire et c'est uniquement à cette condition qu'il peut canaliser ce mouvement et le **diriger**. Notre courant, qui s'est trouvé le seul à défendre en 1925 cette puissante brochure de Trotsky, en a tiré cette conclusion: «**le parti peut attendre les masses; les masses, elles, ne peuvent attendre le parti**» (in «La Question Trotsky») (2). Pour nous, c'était et c'est encore la grande leçon

de la révolution d'Octobre, une leçon qu'il ne faudrait jamais oublier.

\* \* \*

Tout comme la société dans laquelle nous sommes condamnés à vivre et appelés à combattre, nous vivons aujourd'hui une période que nous n'avons aucune raison de définir autrement qu'en 1965, quand nous disions qu'elle «ne pouvait être pire». Pas plus qu'alors, nous ne pouvons «prévoir combien de temps s'écoulera avant qu'on sorte de cette paralysie mortelle et que se manifeste de nouveau ce que nous avons défini comme une «polarisation» ou une «ionisation» des molécules sociales, prélude à l'explosion du grand antagonisme de classe. Cela nous ne le cachons ni aux prolétaires ni à nous-mêmes. Nous sommes conscients des responsabilités qui en découlent pour notre mouvement et pour ses militants: «*le petit parti d'aujourd'hui se caractérise essentiellement par la restauration des principes et de la doctrine, bien que les conditions favorables dans lesquelles Lénine a accompli cette tâche après le désastre de la première guerre mondiale fassent défaut aujourd'hui*». Cependant comme alors, et **plus** qu'alors – ne serait-ce que parce que le temps passe et que l'histoire accumule sur son chemin du matériel explosif – «*nous ne pouvons pour autant dresser une barrière entre théorie et action pratique, parce qu'au-delà d'une certaine limite, ce serait nous détruire nous-mêmes ainsi que toutes nos bases de principe. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent*». Nous savons que c'est dans l'exercice de ces fonctions vitales de l'organe-parti que se forge, péniblement, au milieu de mille difficultés, au travers des ruptures successives et par la sélection, la seule chose que le parti préfigure vraiment, quelque chose qui n'est jamais parfait, surtout aujourd'hui, mais qui est toujours nécessaire: l'état-major de la révolution future.

Au IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, c'est encore Trotsky qui, soutenant Lénine, lançait aux «impatiens», aussi indisciplinés que confusionnistes, des partis d'Europe centrale et occidentale, que la différence entre nous et les sociaux démocrates de tout poil ne réside pas en ce que nous disons que la révolution aura lieu telle année ou tel mois, et qu'eux disent qu'elle n'est pas aussi proche et qu'il faudra encore beaucoup, beaucoup de temps; elle consiste en ce que les sociaux démocrates défendent **en toutes circonstances** l'ordre bourgeois, alors que

nous, **en toutes circonstances**, nous nous préparons à l'attaquer et à l'abattre le moment venu, et qu'en agissant ainsi nous nous préparons à être un des facteurs déterminants de l'issue révolutionnaire. Un des leitmotiv de notre courant – qu'on ne peut certainement pas accuser d'optimisme béat ou de volontarisme échevelé – est que même si la révolution paraît éloignée, le parti doit, tout en ayant conscience de cet éloignement éventuel pour ne pas prendre des vessies pour des lanternes, considérer **à tout moment** que la révolution est proche afin d'avancer sur le seul chemin qui mène vers elle, en se pliant à ses exigences, même dans les détails les plus insignifiants et les plus banals de l'action pratique, en sachant que ou bien l'on se prépare aux tâches gigantesques dans **la grisaille d'aujourd'hui**, ou bien, encore une fois, l'avenir lumineux nous échappera.

C'est à cet engagement que tient notre «optimisme», et nous le revendiquons parce que c'est tout simplement une **certitude scientifique**, non un trésor caché, mais un guide pour l'action.

(1) Cf «Parti et classe», brochure «Les Textes du Parti Communiste International» n°2.

(2) cf *Le Prolétaire* n°490 (août-octobre 2008).

## Programme communiste

Revue théorique du parti communiste international

No 104 (Mars 2017)

- Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)
- Les causes historiques du séparatisme arabe
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1)
- Histoire de la Gauche communiste:
  - La question du Front Unique (3)
  - Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)
- Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste de la Fraction après son Congrès de 1935)
- À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

## Venezuela

# Contre la catastrophe capitaliste une seule perspective: la lutte révolutionnaire du prolétariat

*En dépit du voyage du président Maduro à Pékin et à la tribune des Nations Unies à New York et malgré tous les efforts du gouvernement le Venezuela continue à s'enfoncer économiquement. Mais ce sont les prolétaires qui sont et seront les premières victimes de cette catastrophe.*

### L'HYPERINFLATION, SES CAUSES ET SES CONSÉQUENCES

Avec les caisses de l'Etat vides en raison de la chute du prix du pétrole et des matières premières en général qui dès l'époque de Chavez avait été une des causes principales d'une forte inflation (alors la plus élevée d'Amérique Latine), et en raison de la décision de l'impression de nouveaux billets sans contrepartie en devises, et qui sont déjà dévalués sur le marché de changes, il a résulté que les étiquettes sur les produits mis en vente, indiquent des prix plusieurs fois supérieurs au prix officiel.

En fait la cause principale de l'hyperinflation, autrement dit de l'hyperdévaluation, est le déficit du budget qui est de 20% du PIB (1) ! Cela signifie que l'Etat vénézuélien dépense plus que ce qu'il gagne, obtenu quasi exclusivement par les exportations de pétrole dont la production s'est effondrée et diminue toujours plus. Le FMI a fait la prévision que l'inflation atteindrait un million de pour cent pour toute l'année! Cette prévision est très aléatoire, mais elle a la vertu de montrer l'incertitude totale qui règne sur la valeur de la monnaie nationale. Selon l'économiste vénézuélien Sutherland: *«en juin 2018, l'inflation mensuelle a atteint 125% et l'inflation accumulée depuis l'année s'est élevée à 10 664,7%. Par conséquent le pays a déjà connu neuf mois successifs d'hyperinflation».*

Pour y faire face l'Etat ne trouve rien de mieux que d'imprimer plus de billets – dont les coûts de fabrication sont supérieurs à leur valeur faciale!

Tous les Etats tendent à imprimer de la monnaie en plus du nécessaire, raison pour laquelle il existe toujours une petite inflation (les prix augmentent parce que la monnaie perd de sa valeur). Mais cette inflation pose un grave problème quand elle devient incontrôlable comme c'est le cas au Venezuela: il y a alors une «fuite» devant la monnaie qui devient une patate chaude pour les «agents économiques» (les entreprises, les commerces, mais aussi les individus): personne ne veut la conserver, tout le monde veut s'en débarrasser en la changeant immédiatement contre des devises ou en achetant des marchandises, des biens immeubles, tout ce

qui est possible. Pour répondre à cette dévaluation galopante, il n'y a pas beaucoup de solutions: ou recourir à la planche à billets, ou intervenir de façon révolutionnaire et despotique dans l'économie – ce que ne peut évidemment faire la démocratie vénézuélienne – ou alors «dollariser» l'économie en arrimant la monnaie au dollar: mais cela poserait un problème politique majeur car cela signifierait une atteinte à la «souveraineté nationale», chose sur laquelle les partisans de régime ne veulent pas «transiger». Les autorités ne savent pas quoi faire et sont perdues en plein brouillard...

Face à cette situation, le gouvernement Maduro a «élaboré» un plan intitulé «Programme de reprise, croissance et prospérité»; mais derrière cette appellation ronflante, il n'y a rien qu'un ensemble de vœux pieux sans liens avec la réalité; les mesures anti-inflation ne sont que des pirouettes et des contorsions qui n'ont d'autre but que de duper le prolétariat et les couches petites bourgeoises qui, comme ce dernier, ne possèdent pas de réserves. En conséquence le gouvernement perd sa crédibilité à la vitesse de la dévaluation; en d'autres termes ces mesures improvisées n'envisagent pas leurs conséquences ni ne tirent de leçons des expériences passées. Les autorités chavistes avec leur fameux slogan «*Ou nous inventons, ou nous nous trompons*» qui fait partie de l'arsenal idéologique du bolivarianisme se permettent de recommencer les mêmes expériences en obtenant les mêmes résultats: la démonstration est faite par les hausses répétées des salaires (2) qui sont suivies immédiatement par une hausse générale plus forte des prix. Ainsi les lois – et les forces – du marché font que le monnaie perd rapidement sa valeur théorique, au point d'obliger les autorités à dévaluer, à produire des billets avec une dénomination plus élevée et entraînant que les «agents économiques» se détournent la monnaie officielle «souveraine» pour se tourner vers le marché noir pour acquérir des devises.

Dans ce cycle infernal les grands perdants sont en premier lieu les salariés; mais sont frappés aussi les petits commerçants et toute la jungle bigarrée des couches moyennes vénézuéliennes; à des degrés différents, la population se

paupérise. En outre il y a le secteur patronal, commercial ou industriel, dont une partie s'appauvrit voire fait faillite; tandis qu'une autre partie de bourgeois et de trafiquants, les fameux «*guisadores*», s'enrichit, profitant de sa position pour acheter à bas coût divers biens, bâtiments, commerces, etc. Le plan de Maduro est un plan pour enrichir encore plus la bourgeoisie vénézuélienne et Wall Street!

### OH! LE PÉTRO

Pour contourner les sanctions financières des Etats-Unis le gouvernement vénézuélien s'est mis dans la tête de créer une «cryptomonnaie»; mais à la différence des autres cryptomonnaies qui se basent sur la construction ou «minage» de chaînes de calcul (blockchains) par les ordinateurs participant au réseau décentralisé, elle est ancrée sur le prix du baril de pétrole (et d'autres matières premières comme le gaz, l'or, les diamants), sa contrepartie étant les gisements de pétrole vénézuéliens. Certains experts qui s'étaient enthousiasmés ont commencé à douter de son sérieux et de sa solidité pour la simple raison que la page web qui y est consacrée (blockchain.ve), si elle arrive à s'ouvrir, au jour d'aujourd'hui, plus de 6 mois après le lancement du Petro, ne contient aucune information: il n'y a que des tweets! Il est certain que la richesse sur laquelle est censée être basée cette cryptomonnaie (les gisements de pétrole de l'Orénoque), est réelle; mais jusqu'ici elle est **potentielle**, car ce pétrole n'a pas été extrait et l'Etat n'a pas actuellement les moyens de l'extraire (3). D'autre part, étant donné le coût de l'extraction, il est impossible de savoir si sa production serait rentable... En réalité il est impossible de revenir à l'or ou au pétrole comme soutien de la monnaie, qui en définitive s'appuie sur la solidité de l'Etat. La banqueroute est donc dans l'air...

### EMIGRATION DE MASSE

Une des conséquences de la crise économique et sociale actuelle est qu'une émigration de masse depuis le Venezuela s'est dirigée vers toute la région; du Mexique à l'Argentine on a vu l'arrivée massive de ces immigrants, reçus comme indésirables ou désignés comme bouc-émissaires, qui ont déjà souffert d'agressions et de mauvais traitements,

en plus de la surexploitation de leur force de travail, et qui sont la cible d'expression de la xénophobie dans les pays où ils arrivent, fruit de la peur des dangers potentiels qu'ils pourraient représenter selon la population locale.

L'agence de l'ONU pour les réfugiés (ACNUR) affirme que depuis 2014, près de 3 millions de vénézuéliens ont quitté le pays, la plus grosse partie étant allée dans la Colombie voisine, soit parce qu'ils y ont de la famille, soit pour bénéficier des programmes onusiens d'aide aux réfugiés (4) ou pour gagner d'autres pays.

Le gouvernement a tenté de minimiser la situation avec l'envoi d'avions pour en ramener certains: «plan du retour à la patrie» – opération de pure propagande pour banaliser la fuite massive des Vénézuéliens à l'étranger: le nombre de rapatriés est ridicule alors que le phénomène s'accroît. Le gouvernement a aussi prétendu que ces émigrés étaient en réalité d'origine colombienne et que donc c'était un problème colombien et non vénézuélien, car ces gens étaient venus dans le pays attirés par le pétrole et le travail qu'il suscitait. En réalité le gouvernement joue sur les chiffres pour tenter de cacher le problème.

Les Colombiens présents au Venezuela ne jouissaient pas gratuitement des largesses que l'Etat pétrolier pouvait accorder dans ses périodes de prospérité; en réalité leur travail contribuait pour un montant pas du tout négligeable au produit national. De plus les «paisas» comme on les appelle, sont difficilement remplaçables car ils accomplissent des tâches ingrates et mal payées que le travailleur vénézuélien répugne de faire (le nettoyage, les soins aux enfants, les travaux domestiques, le gardiennage d'immeubles ou de terrains situés dans les régions périphériques, appartenant à de politiciens bourgeois vivant dans la capitale, etc.).

## LA FRONTIÈRE COLOMBIENNE N'EXISTE PAS

Là, certains surveillent d'autres qui traversent les ponts, les rivières, les chemins forestiers, sur une frontière aussi grande (2200 km) que celle du Mexique avec les Etats-Unis. Une zone où les gens disent appartenir à un pays appelé... Frontière («je suis de la frontière»). La légende de la Grande Colombie est plus qu'un rêve bolivarien, c'est une réalité palpable, produit d'une nécessité matérielle et économique des pays qui la composent; socialement et économiquement c'est une des frontières les plus actives d'Amérique Latine. Mais le manque de ressources, étant donné la diminution des reve-

nus des exportations, a poussé le gouvernement vénézuélien à instituer un plan de contrôle numérique et «biométrique» de l'essence pour favoriser le consommateur vénézuélien et faire payer aux autres le prix international, en freinant la contrebande afin de récupérer les 18 milliards de dollars qu'elle représenterait. Mais ce n'est pas une mesure facile à mettre en oeuvre; les conséquences n'ont pas été bien mesurées, car bloquer la frontière signifierait bloquer 10% de l'économie des deux pays. Lorsqu'en 2015 le gouvernement Maduro avait voulu la bloquer, les conséquences avaient été immédiates. La zone frontière est devenue un point névralgique et le thermomètre des tensions sociales, politiques et économiques. C'est sur cette frontière que se détermine le prix du dollar parallèle, etc.

Il faut souligner que les émigrés vénézuéliens actuels ne sont pas les petits et moyens bourgeois qui autrefois émigraient à Miami; ce sont les prolétaires qui ne possèdent rien qui partent en Colombie, à Curacao, en Guyana, etc. Ils fuient la misère et ils sont mal reçus; outre la répression policière, ils sont victimes de pogroms, d'attaques massives des camps installés par les ONG pour les accueillir ou des logements précaires où ils habitent, frappés à coup de bannes de base-ball, arrosés d'essence, insultés, etc.

Pour les prolétaires tous les Etats sont des bagnes, alors que les bourgeois jouissent de tous les privilèges depuis qu'ils descendent d'avion et mettent le pied sur le pays choisi pour leurs vacances.

Il est clair que la solution pour les prolétaires n'est pas la recherche d'un endroit plus tranquille et plus hospitalier sur la planète, chose qui n'existe pas dans le monde capitaliste, mais la lutte à mort contre ce monde.

Il est cependant impossible de condamner ceux qui dans l'immédiat ne voient pas d'autre issue que d'émigrer; mais il leur faut savoir que ce qui les attend, c'est encore plus de misère et d'oppression, et que des deux côtés de la frontière face à l'exploitation et la répression, il leur faudra lutter pour se défendre en union avec les prolétaires, contre les capitalistes et leurs Etats.

\* \* \*

La situation actuelle n'est pas due seulement à la «créative» politique chaviste et aux bourgeois qui ayant accès aux dollars peuvent profiter de l'hyperinflation et à la valse infernale des étiquettes, mais aussi et surtout à la **crise capitaliste internationale**. Ce n'est pas seulement le Venezuela, mais aussi l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Turquie, etc., les pays dits «émergents»

qui sont frappés par les vicissitudes de cette crise.

Face aux grandes puissances, épice de cette grande et longue crise, les classes dominantes des petits pays n'ont pas beaucoup de possibilité de se défendre; et s'ils y arrivent c'est en attaquant le prolétariat, comme c'est le cas au Venezuela, en Argentine, au Brésil, au Nicaragua, etc., ou se préparant à l'attaquer comme au Mexique du nouveau président élu de centre-gauche Obrador. Il faut noter que la réémergence de la crise frappe particulièrement les pays émergents d'Amérique Latine...

Par conséquent ce qui se passe au Venezuela et dans les autres pays n'a pas de solution nationale, mais une solution internationale et communiste.

Cela ne veut pas dire que la révolution communiste est pour demain; mais c'est elle qu'il faut avoir à l'esprit: peu importe qu'elle soit lointaine ou non, elle est la seule perspective réaliste face à toutes les prétendues «solutions», «de gauche» comme au Venezuela ou de droite comme en Argentine.

Cette perspective nécessite que le prolétariat commence à faire les premiers pas indispensables pour se défendre, comme la rupture avec la pratique de la collaboration de classe, la rupture avec les organisations réformistes, avec les orientations nationalistes, le refus d'accepter les sacrifices (y compris de verser son sang) au nom de la Patrie (lire: économie nationale): les prolétaires n'ont pas de patrie et rien à défendre de cette société. Au contraire le prolétariat indigène et immigré, les masses exploi-

( Suite en page 12 )

### - en preparación - Suplemento Venezuela N° 23 al N. 53 de «el programa comunista» Diciembre de 2018

- Contra la catástrofe capitalista, una sola perspectiva: la lucha revolucionaria del proletariado
- Después de las Elecciones. La abstención se impuso; por un momento los proletarios se burlaron de sus verdugos...
- Las elecciones son un engaño ¡Viva la lucha independiente de clase!
- ¡Prenden la mecha las enfermeras venezolanas!
- El sangriento fin del sandinismo y la necesidad de una orientación de clase
- Argentina: Austeridad y cachiporrados para los proletarios

## Venezuela ...

( Suite de la page 11 )

tées doivent lutter pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe, pour l'organisation indépendante de classe, pour la lutte de résistance immédiate quotidienne, pour la constitution du parti prolétarien, en tissant des liens au niveau international, sur la base du programme communiste authentique— instruments indispensables pour diriger le prolétariat dans la guerre de classe, la révolution, la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat pour en finir avec le capitalisme, source de misère et de mort.

Cette révolution ne se réalisera pas du jour au lendemain, mais c'est dès aujourd'hui qu'elle doit se préparer. Le prolétariat n'a pas d'autre solution: ou c'est la bourgeoisie qui sortira de la crise actuelle, en se jetant sur le prolétariat avec toute la férocité nécessaire; ou c'est le prolétariat qui renversera la bourgeoisie, son Etat et son système inhumain.

7/10/2018

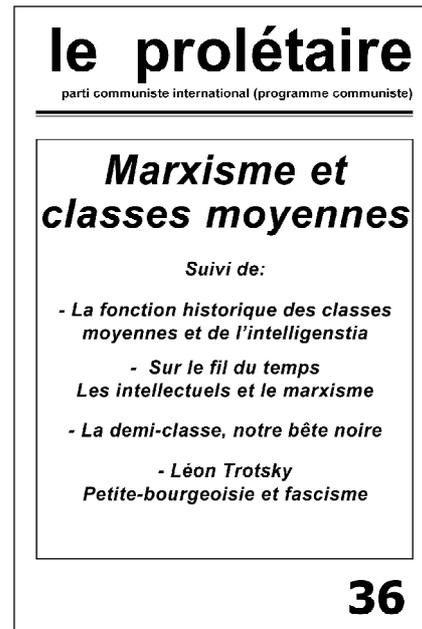
(1) Cf Manuel Sutherland, <http://nuso.org/articulo/nicolas-maduro-tiene-un-plan/>

(2) Maduro a annoncé le 30 avril une augmentation de 95% du salaire

minimum, équivalent à 15,32 euros; puis le premier juillet, la quatrième hausse de l'année.

(3) Extraire ce pétrole nécessiterait des dizaines de milliards de dollars que la compagnie pétrolière d'Etat PDSA ne possède pas. cf Manuel Sutherland, op. cit.

(4) cf [http://www.el-nacional.com/noticias/sociedad/acnur-cerca-5000-personas-salen-venezuela-diario\\_2547](http://www.el-nacional.com/noticias/sociedad/acnur-cerca-5000-personas-salen-venezuela-diario_2547)



### MARXISME ET CLASSES MOYENNES

(Brochure "le prolétaire", Sept. 2017, format A5, 76 pages, Prix : 2 €)

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes (*«Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972*)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligenstia:
  - Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligenstia»
  - La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» (*«L'Unita», 24 mars 1925*)
  - Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligenstia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme (*«Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949*)
- La demi-classe, notre bête noire (*«Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963*)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme:
  - «La seule Voie» (*Septembre 1932 - Extraits*)
  - «Où va la France?» (*Octobre 1934 - Extraits*)

## Bulletin d'Information sur la situation de la classe laborieuse en Algérie

*Un groupe de lecteurs algériens du Prolétaire a pris l'initiative de la publication d'un bulletin d'information sur les luttes et la situation des prolétaires en Algérie et ailleurs. Ce bulletin qui contient des textes en 3 langues (arabe, berbère et français), paraît pour le moment sur un rythme quasi hebdomadaire. On y trouve des comptes-rendus de mouvements de lutte (comme celle des enseignants contractuels), des articles sur des faits particulièrement significatifs de la situation des prolétaires dans ce pays (comme l'épidémie de choléra, les inondations d'Alger, etc.), des polémiques contre divers groupes politiques néo-staliniens ou national-trotskyistes, et des informations sur des luttes dans d'autres pays, ainsi que des textes marxistes classiques ou de notre courant.*

*En guise de salut à cette initiative à laquelle nous souhaitons un plein succès, nous reproduisons ci-dessous quelques paragraphes de la présentation de leur bulletin:*

Nous sommes un groupe de militants marxistes internationalistes d'Algérie, et nous avons décidé de lancer un Bulletin d'informations qui viendra combler un vide politique et théorique que d'autres canaux d'informations ont laissé. Il est donc important pour nous de le lancer. Nous estimons que ce bulletin doit sortir chaque semaine (en fonction de nos forces) car il y a beaucoup de chose à dire sur ce système capitaliste algérien. En Algérie, les luttes des prolétaires ne

manquent pas. Ils luttent pour leurs salaires, pour leurs conditions de travail et de vie ; pour l'eau, pour l'électricité, pour le gaz, contre le chômage ... ils luttent aussi contre la dégradation de leur environnement comme la lutte contre le gaz de schiste dans le Sud Algérien.

Prolétaires algériens, nous allons essayer de tracer, à travers ce Bulletin, un tableau fidèle de vos conditions de vie, de vos peines et de vos luttes, de vos espoirs et de vos perspectives.

L'Etat bourgeois algérien cherche à se débarrasser des mouvements de protestation qui éclatent ici et par là, par la répression d'abord, la calomnie, l'intimidation des éléments les plus combattifs, en cherchant à les isoler par la désinformation, le silence mais aussi la fabrication de fausses interprétations c'est-à-dire par l'intox. Il est important aujourd'hui de contrecarrer les mensonges de la bourgeoisie, de populariser et de soutenir par tous les moyens les luttes des masses prolétariennes algériennes pour leurs revendications légitimes. En fonction de nos forces et nos possibilités, nous essayerons, par ce Bulletin, de contribuer à ces tâches tout en rappelant et en avançant la perspective révolutionnaire, à chaque pas et à chaque passage. Comme il est nécessaire d'avoir une théorie pour guider l'action, comme il est nécessaire d'avoir une théorie juste, Nous allons consacrer une page pour publier un texte des classiques du Marxisme (Marx/Engels, du parti bolchevique et

du Parti communiste International PCInt «Le Prolétaire»). Des textes dont les prolétaires et les jeunes conscients ont besoin pour intervenir efficacement dans les mouvements de lutte et organiser le combat contre le système capitaliste : le système des bourgeois, des profiteurs et des corrompus, pour, enfin, briser les chaînes de l'exploitation. Notre but est d'encourager les prolétaires à étudier, lire et se former à la théorie révolutionnaire. Nous allons, aussi, mener une bataille théorique contre les faux amis du prolétariat afin de balayer tous les traîtres et les opportunistes, un combat contre tous ceux qui divisent le prolétariat selon des critères ethniques, raciaux, culturelles ou religieux. Notre tâche principale est de travailler à l'unité et à la solidarité de notre classe, à l'unification de nos luttes et à combattre tout ce qui nous divise. Nous allons répondre au coup pour coup à tous ces petits bourgeois intellectuels qui nous insultent tous les jours afin de plaire à l'occident impérialistes. Nous avons besoin de votre aide camarades, prolétaires, pour mener à bien cette tâche: toutes informations et les tracts locaux qui peuvent faire connaître les grèves sont les bienvenus. Cela nous permettra à la fois de populariser la lutte mais aussi apprécier les atouts et les limites de ces mouvements de contestation.

**Prolétaires, camarades, Nous sommes de quel côté ?**

Nous sommes du côté des exploités, pas des patrons, quels qu'ils soient. Nous ne défendons jamais un patron «privé» ni le patron «Etat». Quelle est la différence entre un homme patron et un Etat-patron ? Aider un patron ou un Etat-patron revient au même résultat. Capitalisme libéral ou capitalisme d'Etat, c'est toujours le capitalisme. L'Etat c'est aussi la police et la gendarmerie qui nous matraquent et qui nous arrêtent. L'Etat c'est aussi la justice qui nous condamne et nous emprisonnent alors que Chakib Khalil et Madani Mazreg sont devenus des conseillers de la nation, cette justice qui s'est précipitée pour dire que la grève d'Air Algérie est illégale, alors qu'elle ne bouge pas dans l'affaire concernant la drogue. L'Etat c'est aussi l'armée qui a participé, avec la France, à la guerre au Mali et en Centrafrique. L'Etat, partout dans le monde, est le seul employeur qui applique une revendication chère à tous les nationalistes de ce monde: «la préférence nationale». Un prolétaire qui n'a pas la nationalité, en Algérie et ailleurs, n'a pas le droit de travailler dans la fonction publique c'est-à-dire que tous les états de ce monde font de

la discrimination à l'emploi. Nous sommes du côté des luttes des exploités et jamais du côté des patrons, nous allons soutenir les luttes des prolétaires de la SNVI pas la SNVI, nous soutiendrons les luttes des prolétaires de Cévital mais pas Rabrab ou son entreprise. Nous soutiendrons les luttes des lycéens et des étudiants mais pas l'école. Nous soutiendrons les luttes des chômeurs pour le travail mais pas le Travail. La classe ouvrière se bat par-ci, par-là. Dommage qu'il y a l'absence d'un parti communiste révolutionnaire pour fédérer toutes ces grèves. Quelle énergie, quelle occasion qui part en l'air! Car toutes ces grèves donnent de piètres résultats comparés à ceux qu'elles peuvent atteindre sous la direction d'un Parti authentiquement marxiste, international et internationaliste. (...).

**Camarades, Prolétaires, Issue nationale ou internationale?**

La classe ouvrière est une classe internationale par essence, elle ne peut triompher qu'à l'échelle internationale. Il n'y a aucune issue nationale à l'émancipation des prolétaires. C'est pour cette raison, que nous avons décidé d'intégrer une rubrique où nous allons appeler à la solidarité (active) internationale mais nous allons aussi énumérer les luttes de notre classe dans le monde en mettant en avant leurs revendications et leurs méthodes mais sans donner trop de détails. C'est parce que nous sommes internationalistes et que l'émancipation des travailleurs ne peut être qu'au niveau mondial, c'est parce que nous sommes communistes c'est-à-dire que nous sommes pour la destruction du capitalisme, nous refusons toute défense de l'économie nationale (qui est une économie capitaliste), nous refusons toute défense de l'entreprise nationale qui n'est qu'une entreprise comme une autre c'est-à-dire capitaliste et qui s'appuie sur l'exploitation des travailleurs.

**Camarades, Prolétaires, Front uni Politique ou front à la base?**

C'est parce que notre BUT suprême est la constitution du prolétariat en CLASSE et donc en PARTI, un PARTI, INTERNATIONAL ET INTERNATIONALISTE, distinct opposé à tous les autres Partis, un parti qui défend les Intérêts exclusifs de notre classe, c'est parce que nous luttons pour l'autonomie de notre classe que nous refusons toutes alliances, même de circonstance, avec les autres partis aussi démocratiques soient-ils. Nous refusons de lier notre sort à la classe bourgeoise, nous refusons toute collaboration de classe. Nous refusons de laisser notre sort en

tre les mains des syndicats traîtres et des partis réformistes. (...).

Le marxisme nous apprend que le capitalisme est un tout, et tout se tient. **Le capitalisme repose sur l'exploitation des travailleurs et l'extraction de la plus-value, ensuite cette plus-value est partagée entre les différentes fractions capitalistes : capitalistes industriels, capitalistes commerciaux, capitalistes financiers, les propriétaires fonciers et en fin une partie pour l'état qui est le représentant officiel du capitalisme, le capitaliste pur, qui a pour charge justement de nous réprimer et d'organiser notre exploitation.**

Par contre, nous lutterons corps et âme pour l'unification du prolétariat à la base, dans la lutte directe, dans les grèves et les protestations sans préalable politique et quel que soit leur confession, leur origine et leur couleur de peau. Nous allons, participer, encourager tous les efforts, toutes initiatives des prolétaires pour s'organiser pour la lutte. Les marxistes ont toujours insisté et montré la nécessité de cette lutte et de cette organisation qu'Engels considérait comme «l'école de guerre du communisme», renoncer à cette école c'est renoncer à pouvoir mener une lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique.

Nous combattons, sans relâche et sans répit, toutes les forces et les personnes qui essayent de saboter les tentatives du prolétariat à s'organiser dans les syndicats, les comités de grève, comités de villages, de quartiers ... le syndicat, ou toute forme d'organisation, naît en réponse à un besoin immédiat des travailleurs et dans lesquels les révolutionnaires interviennent pour éviter que son rôle ne soit limité uniquement aux réformes et à la collaboration de classe. (...)



## L'impérialisme français, complice des tortionnaires en Egypte

L'impérialisme français aime se présenter comme le «pays des droits de l'Homme», mais cherche partout à étendre sa domination en semant la misère et la mort. C'est en particulier le cas au Proche Orient avec sa participation indirecte à la guerre menée par les Saoudiens au Yémen (1) et avec son soutien direct au régime dictatorial d'el-Sissi en Egypte.

Le régime égyptien – arrivé au pouvoir par un coup d'État qui a chassé du pouvoir le président élu membre des Frères musulmans – est un bon élève du FMI. Il applique ses recommandations à travers un plan d'austérité qui se traduit par un appauvrissement des ouvriers et des autres travailleurs : création d'impôts sur la consommation, réductions multiples des subventions à l'énergie, à l'essence et à l'alimentation de base dont dépendent 70 millions de personnes, augmentation des tarifs des transports publics...

Le maréchal el-Sissi, réélu lors d'élections totalement truquées en mars, a mis en place une dictature militaire encore plus répressive que celle d'Hosni Moubarak. Le pays vit sous l'état d'urgence, les forces de répression ont arrêté des dizaines de milliers de personnes, des prisons ont été construites pour incarcérer plus de 60 000 prisonniers politiques, l'usage de la torture est généralisé, les «disparitions» et les exécutions extrajudiciaires sont légion, les manifestations sont violemment réprimées, la censure est massive...

Malgré ses états de service, la dictature égyptienne est soutenue par les impérialistes français. Le président Hollande avait fait, en 2015, de l'Égypte un «partenaire stratégique» dans la lutte contre le terrorisme et avait justifié les ventes d'armes par la nécessité d'assurer la stabilité du pays. A l'époque, la France avait vendu 24 avions militaires Rafale et les deux navires de guerre Mistral initialement destinés à la Russie. Macron poursuit et amplifie ce soutien à el-Sissi. Lors d'une conférence de presse à l'occasion de la visite officielle de Al Sissi en France en octobre 2017, Macron avait évacué une question sur la répression en Egypte et les «atteintes aux droits de l'homme» en déclarant qu'il ne voulait pas «donner des leçons» à ce sujet: «Le président Sissi a un défi, la stabilité de son pays, la lutte contre les mouvements terroristes, contre un fondamentalisme religieux violent. C'est le contexte dans lequel il doit gouverner, nous ne pouvons en faire abstraction» a-t-il déclaré ajoutant que l'Égypte

était un «partenaire stratégique» de la France et un «élément central de la stabilité régionale». La «stabilité» de l'Etat égyptien est sans aucun doute importante pour l'ordre impérialiste dans la région: la politique égyptienne se traduit par son soutien à la guerre au Yémen, son intervention en Libye pour soutenir l'une des fractions – la même que soutiennent les impérialistes français et qui, comme par hasard, est celle qui contrôle les champs pétrolifères de l'Est, et son blocus de la bande de Gaza en accord avec Israël. Cette «stabilité» s'appuie sur une répression féroce (plus de 60 000 prisonniers politiques), pire que sous Hosni Moubarak, le «Raïs» renversé par les manifestations de 2011.

L'Égypte dispose aujourd'hui non seulement des navires de guerre Mistral et d'avions de combat Rafale mais également de frégates Fremm, de Corvettes Gowind, de missiles, de blindés, d'armes légères, de techniques de contrôle et de systèmes de surveillance (Cerebro et Cortex).

En tout, depuis 2015 la France a vendu pour près de 7 milliards d'euros d'armements à l'Égypte (souvent payés grâce à des prêts de l'Arabie Saoudite) (2); mais ces ventes ont en fait commencé à devenir importantes depuis 2013 (au point que la France soit devenue le principal fournisseur d'armes de l'Égypte) après l'arrivée au pouvoir d'Al Sissi. Une particularité de ces armements est que l'impérialisme français ne met aucune condition à leur emploi; pour que l'Égypte puisse les utiliser au plus vite en Libye le gouvernement Hollande avait même fourni des avions destinés à l'armée française... Par contre l'impérialisme américain, de très loin le plus gros fournisseur d'armes à l'Égypte sur la longue période, et qui dispose aussi sur place de nombreux conseillers militaires pour les faire fonctionner, ne permet pas l'utilisation des armes lourdes (avions, etc.) en dehors des frontières dans son accord.

Sous l'administration Obama, les Américains avaient gelé des crédits militaires à l'Égypte (une petite partie: 195 millions sur 1,3 milliards de dollars annuels) officiellement comme sanctions pour ses violations des droits de l'homme, en réalité parce que le gouvernement égyptien était réticent à accorder un contrôle accru de ses communications militaires par les Etats-Unis (3). Le gouvernement Trump a levé ce gel après que les Égyptiens aient finalement accepté ce contrôle.

Les armes françaises servent aussi

à un mettre en œuvre une surveillance généralisée et un contrôle des foules par les services de sécurité égyptiens. Les armes de répression livrées par l'impérialisme français sont directement tournées contre les masses ouvrières et exploitées d'Égypte. Un rapport d'Amnesty International, «Égypte. Des armes françaises au coeur de la répression» (4) le détaille. A.I. établit entre autres que l'utilisation de blindés légers français a été un facteur décisif dans la répression des manifestations du 13/8/18 qui fit environ un millier de morts.

Ce rapport, qui rappelle que la France s'était engagée avec d'autres Etats européens à ne pas livrer d'armes pouvant être utilisées contre les populations, écrit: «Reste à comprendre comment la France, parfaitement au courant des violations graves et systématiques des droits humains a pu continuer à livrer des véhicules blindés, sans parler du reste, à l'Égypte, au mépris de ses engagements internationaux».

Les démocrates font semblant de ne pas comprendre que quels que soient les discours et les signatures des serviteurs zélés de l'Etat impérialiste français l'objectif est partout le même: accroître les privilèges et les profits des capitalistes français par une politique de rapine, de pillage qui conduit à renforcer l'oppression et l'exploitation des masses des pays à l'encontre desquels la France sévit. A chaque fois la «présence» et l'action de la France se traduisent par une intensification de la misère et de l'oppression qu'elles contribuent à attiser en appuyant les mouvements de répression (aide en armes, en conseillers, en financement) et en alimentant les rivalités bourgeoises et réactionnaires locales.

Les profits qu'en tire l'Etat français lui permettent, de plus, de renforcer les bases matérielles de la domination bourgeoise en France même. C'est pourquoi la lutte contre l'exploitation capitaliste en France est inséparable de la lutte contre la politique d'oppression et de brigandage impérialiste de la France.

Cela signifie que les communistes révolutionnaires doivent combattre l'oppression qu'engendre la politique impérialiste française. Ils doivent dénoncer sans répit et de manière implacable les brigandages impérialistes et l'oppression de «notre» propre impérialisme et affirmer une solidarité active avec les luttes anti-impérialistes. C'est là une condition indispensable pour favoriser l'émergence d'une orientation révolutionnaire et prolétarienne parmi les masses qui subissent le joug impérialiste de la France.

C'est bien parce que nous sommes des communistes révolutionnaires inter-

## Egypte ...

nationalistes que l'impérialisme français est notre ennemi principal et que nous entendons mener contre lui une lutte acharnée, lutte sans laquelle la révolution communiste et l'émancipation prolétarienne seront impossibles.

(1) Voir *Le Prolétaire* n°527. Depuis *Le Figaro* a publié le 15/6 un article (démenti évidemment par le gouvernement) indiquant que des Forces Spéciales Françaises opéreraient au Yémen aux côtés des forces de la coalition saoudienne.

(2) Soit 8 milliards de dollars, à comparer avec l'achat d'armements à l'Allemagne (sous-marins) pour 2 milliards et à la Russie pour 3 milliards. Ces ventes ont alarmé les Américains qui ont réagi contre cette concurrence notamment en bloquant l'achat de nouveaux avions Rafale en arguant du fait qu'ils comprennent des composants électroniques américains ne pouvant être vendus sans autorisation de Washington.

(3) cf <https://canadafreepress.com/article/israel-and-united-states-military-assistance-to-egypt>

(4) cf <https://www.amnesty.fr/contrôle-des-armes/actualités/france-egypte-aux-armes-policiers-egyptien>.

Comme moyen d'action, Amnesty International ne trouve rien d'autre que de demander à ses partisans d'envoyer une lettre de protestation au député de leur circonscription: impuissance du démocratisation petit-bourgeois...

### El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

**ESPECIAL Cataluña**  
**Octubre de 2018**

- Cataluña, rompeolas de las Españas
- Proletarios, ¡Recordad 1934!
- Los Comités de Defensa de la República, organismos para la colaboración entre clases
- La cuestión de las nacionalidades en España

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

**Notre site Internet :**  
[www.pcint.org](http://www.pcint.org)  
**Adresse e-mail :**  
[leproletaire@pcint.org](mailto:leproletaire@pcint.org)

## Les divagations du CCI sur le populisme

Les médias bourgeois continuent à nous seriner sur le «populisme» ajoutant presque chaque jour de nouveaux membres à la liste des politiciens ou des gouvernements accusés de ce mal: le nouveau gouvernement italien, le nouveau président mexicain, le candidat d'extrême droite à la présidentielle brésilienne, etc. viennent rejoindre le premier ministre hongrois et le président Américain, Marine Le Pen et Mélenchon, etc.

Nous avons consacré un article il y a déjà quelque temps à dénoncer cette propagande bourgeoise mystificatrice (1); au passage nous avons critiqué les analyses à ce sujet du CCI; ce dernier a répliqué dans deux articles «Les failles du PCI sur la question du populisme» (2).

### L'«ARISTOCRATIE OUVRIÈRE»

Il nous y accuse d'«absence totale d'analyse du phénomène du populisme», de «confusion», de «placage de schémas tout faits» qui aboutit «à des aberrations et des affirmations stupides, complètement déconnectées de la réalité», «notamment quand [nous évoquons] l'existence d'une "aristocratie ouvrière"». Sur ce point nous sommes en bonne compagnie comme le reconnaît le CCI qui affirme que cette conception était déjà une erreur d'Engels et de Lénine!

Le CCI estime en effet qu'il s'agit là d'une «théorie sociologique pour diviser la classe ouvrière» – alors qu'il s'agit au contraire d'une analyse matérialiste pour expliquer l'influence bourgeoise (et en particulier l'influence des partis et organisations collaborationnistes) sur le prolétariat.

C'est tout-à-fait consciemment que les capitalistes accordent certains avantages et certaines «garanties» (statuts particuliers, etc.) à quelques couches du prolétariat pour assurer la paix sociale dans des secteurs particuliers de l'économie ou dans l'économie toute entière. Ces couches forment la base de masse des organisations réformistes, et elles adhèrent tout naturellement à leur idéologie chauvine, de supériorité vis-à-vis de la masse prolétarienne (et encore plus si d'origine étrangère) et d'hostilité envers la lutte révolutionnaire à mesure que leur mode de vie tend à se rapprocher de celui des couches petites bourgeoises.

Mais rien n'est en réalité jamais garanti au prolétariat, y compris à ses couches supérieures, sous le capitalisme. Lorsque la quête du profit l'exige, des secteurs d'aristocratie ouvrière peuvent

dégradation de leur situation, une prolétarisation brutale ou la menace de cette prolétarisation; ils peuvent réagir dans un premier temps en écoutant les sirènes réactionnaires qui leur promettent le retour à leur ancienne position; cependant d'autres fois ils y répondent en exprimant une violence de classe qui fait reculer jusqu'à certains prétendus révolutionnaires...

Le CCI nous accuse d'avoir une «vision schématique d'une bourgeoisie sans contradictions» (à tort, car nous avons expliqué au contraire dans notre article que les différentes fractions bourgeoises ont des orientations différentes); mais il a, lui, une vision complètement idéalisée d'une classe ouvrière sans contradictions, sans couches diverses, sans divisions en son sein – divisions créées et entretenues par la bourgeoisie pour la paralyser – et qui donc peut se mouvoir spontanément, comme un seul homme pourrait-on dire, dès qu'elle «prend conscience» c'est-à-dire dès qu'elle rejette l'idéologie bourgeoise grâce bien entendu à la discussion démocratique...

A l'inverse de ce conte de fées, il importe de comprendre que les divisions et la sujétion de la classe ouvrière ont des bases matérielles; et que ce ne sont pas des facteurs «idéologiques», mais des déterminations matérielles qui poussent et pousseront les prolétaires, dans le mouvement des luttes, à surmonter leurs divisions, à reconnaître qu'ils appartiennent à la même classe sociale, soumise à la même exploitation, et qui pousseront les éléments d'avant-garde dans ces mouvements à se mettre en quête d'une organisation de parti pour mener le combat.

### L'ÉLECTION DE TRUMP ET LE RÉFÉRENDUM BRITANNIQUE SUR LE BREXIT

Le CCI nous reproche de ne pas répondre à la question de savoir si ces deux événements correspondent aux intérêts des bourgeoisies respectives; car pour lui il s'agit là ni plus ni moins que de «revers pour la bourgeoisie», celle-ci ayant rien en fait «perdu le contrôle de son système démocratique!» (3). En partant d'une façon complètement erronée de poser le problème, caractéristique d'une vision idéaliste et non matérialiste, il est inévitable d'arriver à une conclusion fautive. Pour faire une analyse correcte il faut avant tout rechercher les causes profondes de l'évolution des situations, causes qui ne relè-

( Suite en page 16 )

## Les divagations du CCI... ( Suite de la page 15 )

vent pas du monde éthéré des idées, mais de facteurs matériels et de heurts d'intérêts qui ont ensuite une traduction en positions politiques. Il est absurde de se demander si tel acte gouvernemental est ou non dans l'intérêt bien compris de «toute la bourgeoisie»: pour des marxistes toute action des gouvernements et des politiciens de la classe dominante est déterminée par des intérêts bourgeois – mais qui peuvent être ceux d'une fraction particulière voire minoritaire.

Le CCI écrit qu'un an après l'élection de Trump sa politique va «dans un sens totalement opposé aux prévisions du PCI selon laquelle [sic] la bourgeoisie saura faire entendre raison et mettre un pas les prétentions de Trump. A l'heure actuelle une grande partie de la bourgeoisie américaine est plongée dans le désarroi et plusieurs secteurs (...) essaie [re-sic] de trouver le moyen de le destituer», ce qui démontrerait que le populisme, supposément incarné par Trump, serait un facteur incontrôlable pour la bourgeoisie.

Effectivement dans l'article incriminé nous avons écrit que «les capitalistes à la tête de puissants groupes d'intérêts sauront faire comprendre à leur collègue Trump» les dangers de l'imposition de taxes à l'importation, etc.

Le temps qui s'est écoulé depuis a montré que les déclarations de Trump n'étaient pas uniquement démagogiques, comme nous l'avions cru trop vite; elles annonçaient une politique bien précise et suivie avec détermination, sinon toujours avec beaucoup de cohérence et de doigté. Pour le CCI nous avons eu grand tort de nous baser sur les cours de la bourse de Wall Street pour écrire que la bourgeoisie américaine (ou une bonne partie de la bourgeoisie) ne croyait pas du tout que ses intérêts étaient mis en péril par Trump, alors que les grandes orientations de la politique bourgeoise ne se jouent plus à la bourse. Il s'agit tout de même selon nous d'un signe important; mais pour satisfaire nos contradicteurs, nous pouvons entre autres citer une enquête réalisée un an après l'élection du candidat républicain, qui établissait que «les grands patrons américains sont très satisfaits de la politique économique menée par Donald Trump» (4). Les enquêtes au début de cet été allaient dans le même sens, après que les entreprises aient de manière générale enregistré une forte hausse de leurs profits à la suite des mesures économiques gouvernementales: voilà qui compte bien plus pour les capitalistes que les foucades ou l'amateurisme de Trump, souvent en conflit avec son administration elle-même.

Cependant l'opposition de fractions

bourgeoises (par exemple la puissante Chambre Américaine du Commerce, les capitalistes de la grande distribution, ou les entreprises de la Silicon Valley ayant recours à l'immigration) est à la base de la virulence de l'opposition politique à Trump. Mais il ne fait aucun doute que sa politique est déterminée par d'autres fortes fractions capitalistes et non par ses idées personnelles; par exemple ce sont les grands industriels de la sidérurgie («Big Steel», comme on dit aux USA) qui sont à l'origine des mesures protectionnistes contre l'importation d'acier, que déplorent les industriels qui utilisent l'acier importé, à moindre coût. Plus généralement les menaces de guerre commerciale avec la Chine s'expliquent par la confrontation historique qui se dessine entre ces deux pays, et qui avait déjà été à l'origine du dit «pivot vers l'Asie» de l'administration Obama.

Prenons l'autre cas cité par l'article de *Révolution Internationale*: la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, «illustration flagrante d'une politique à l'emporte-pièce qui ne fait que jeter de l'huile sur le feu et qu'attiser la recrudescence d'une violence incontrôlée (...)».

En réalité cette décision est la traduction d'un changement politique profond dans la région; fin 2017 le gouvernement saoudien, dans le cadre de son rapprochement avec Israël pour contrer l'Iran, avait secrètement averti les autorités palestiniennes qu'elles devaient renoncer à la revendiquer Jérusalem-Est comme capitale, accepter les colonies israéliennes et se contenter d'un Etat palestinien doté seulement d'une «souveraineté morale» (5). L'annonce quelques semaines plus tard de la décision américaine s'inscrivait dans ce changement; et d'ailleurs si cette annonce a entraîné des réactions diplomatiques hostiles, elle n'a pas provoqué de recrudescence de violence sur le terrain, les populations n'ayant aucune illusion sur le rôle des Etats-Unis, soutien indéfectible d'Israël depuis des décennies quel que soit la couleur du gouvernement (et en dépit de ses violations répétées des chiffons de papier que sont les résolutions onusiennes).

Pour ce qui est de la Grande Bretagne, il est incontestable que les négociations avec les Européens sur la sortie de l'UE se passent difficilement et que le gouvernement de Theresa May enregistre des déconvenues répétées à ce sujet. Mais nous ne sommes pas convaincus que «le Brexit pose depuis un an de graves problèmes à la santé du capital national, en particulier en affaiblissant et sapant puissance considérablement sa puissance».

Les experts européens qui n'étaient pas avertis de prévisions catastrophiques depuis deux ans, sont obligés de constater que, s'il y a eu un léger tasse-

ment de la croissance, l'économie britannique «résiste à l'approche du Brexit» (c'est-à-dire la sortie de l'Union Européenne), voire selon certains libéraux optimistes, qu'elle «se porte très bien» (6). La monnaie a perdu de sa valeur, mais au cours des derniers mois la croissance a rebondi, les exportations ont enregistré des records et en conséquence le déficit commercial s'est réduit, le chômage a diminué.

Tout n'est pas rose cependant et une sortie de l'UE mal négociée ou sans accord, aurait inévitablement de lourdes conséquences négatives – y compris d'ailleurs pour les pays européens.

Mais la Grande-Bretagne reste l'une des premières puissances économiques mondiales et la deuxième en Europe; si elle réalise un peu moins de la moitié de son commerce extérieur avec les pays de l'Union Européenne (44% pour être précis) (7), cela veut dire aussi qu'une partie importante ne dépend pas de ses relations économiques avec l'UE. La Grande-Bretagne est le pays européen qui compte proportionnellement le plus d'investissements américains sur son sol, et celui qui a le plus de capitaux investis aux Etats-Unis; c'est cette réalité de fond qui explique que le pays a toujours voulu garder un pied en dehors de l'UE et s'est toujours montré réticent à tout resserrement des liens avec elle, conservant notamment sa monnaie nationale, et qui lui a permis d'envisager le Brexit dans une période d'affaiblissement de l'Union Européenne.

Sans doute la traditionnelle «relation particulière» avec les Etats-Unis n'est plus ce qu'elle était autrefois; mais la Grande Bretagne est cependant le pays le mieux armé pour surmonter une rupture économique avec l'UE. Contrairement à ce qu'écrivait le CCI dans l'éditorial de sa revue théorique, la bourgeoisie britannique n'a pas laissé «ses intérêts vitaux à la merci d'aventuriers». Les partisans les plus décidés du Brexit se recrutent non parmi des politiciens excentriques en mal de popularité facile, mais parmi les membres du Parti Conservateur, le parti bourgeois traditionnel, comme on l'a vu au Congrès annuel de ce parti le 30/9 – c'est ce qui explique les difficultés du gouvernement à négocier un compromis avec «Bruxelles».

Nous nions donc que la bourgeoisie ait «perdu le contrôle de son système» politique et que les politiques menées par les gouvernements de Grande Bretagne ou des Etats-Unis soient dues à une mystérieuse maladie nommée «populisme» causée par «l'enlisement de la société dans la barbarie», et qui ferait courir un «risque de conséquences désastreuses pour le capital national et mondial».

Les tournants politiques sont toujours accomplis sous la pression de causes bien précises découlant en dernière

analyse des besoins de fractions bourgeoises les plus influentes à un moment donné, que ces tournants se traduisent par l'accession au pouvoir du «populiste» Trump ou de l'anti-populiste Macron, qui a modifié la scène politique française bien plus profondément que ne l'a fait Trump dans son pays.

Pour le dire de manière très générale, ces tournants (auxquels on pourrait joindre les progrès de l'extrême droite en Suède ou en Allemagne, avec l'appui d'une partie du personnel politique bourgeois) ont pour fonction de répondre à un besoin de la domination bourgeoise, que ce soit sur le plan intérieur ou extérieur, dans une situation d'accumulation des risques économiques et politiques au niveau international – et non pas quelque chose qui «trouble le jeu politique avec pour conséquence une perte de contrôle croissante de l'appareil politique bourgeois sur le terrain électoral».

N'est-ce pas d'ailleurs le CCI qui nous expliquait que «c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections», en rappelant, de façon un peu invariable, ce que disait l'Internationale Communiste: «le centre de gravité de la vie politique est définitivement sorti du parlement»? (8). Le terrain électoral serait-il redevenu le centre de gravité de la vie politique bourgeoise?

### DÉGÉNÉRESCENCE ET DÉCOMPOSITION

Le CCI nous accuse de ne pas faire «l'analyse concrète d'une situation concrète» (formule employée par Lénine), et de nous contenter de plaquer des schémas invariants. Mais s'il affirme péremptoirement que nous nous trouvons «dans une situation concrète historiquement nouvelle», mais il reconnaît aussitôt lui-même que cette situation «reste à analyser»!

Cela ne l'empêche pas (ce que nous sommes incapables de faire, selon lui) d'«analyser le populisme comme une expression politique de la période de décomposition. (...) La montée du populisme (...) apparaît surtout comme une expression concentrée de l'incapacité actuelle de l'une et l'autre classe majeures de la société d'offrir une perspective pour le futur de l'humanité».

Mais rien ne vient à l'appui de cette «analyse» du «populisme», une appellation, rappelons-le, mise en circulation par les médias bourgeois pour cataloguer des phénomènes politiques hétéroclites, et qui en fin de compte ne peut qu'obscurcir une analyse politique des divers mouvements en cause.

En fait le CCI accorde crédit à ce fantasme du populisme afin de plaquer ses théories «rédigées il y a trente ans» sur la «décomposition» du capitalisme, et

qu'il semblait avoir un peu mises de côté. Leur fondement était une soi-disant «incapacité (...) des deux classes fondamentales et antagonistes que sont la bourgeoisie et le prolétariat à mettre en avant leur propre perspective (guerre mondiale ou révolution), engendrant une situation de "blocage momentané" et de pourrissement sur pied de la société». Ce «pourrissement» de la société avait comme conséquence la remise en question des bases matérielles de la révolution prolétarienne...

En réalité la guerre mondiale est l'alternative vers laquelle se dirige inexorablement le système capitaliste en proie à des contradictions internes toujours plus graves. Mais ce n'est pas une perspective que la bourgeoisie envisage à n'importe quel moment; c'est dans une situation de très grave crise économique, politique et sociale que la perspective d'une guerre mondiale s'impose aux dirigeants bourgeois comme la seule planche de salut, en dépit de ses énormes dangers. Aucune crise d'une telle gravité ne s'est encore présentée, et le prolétariat, qui en aurait été bien incapable dans l'état de paralysie où il se trouve encore, n'a pas eu à empêcher cette perspective – ce qui ne peut être fait que par la révolution prolétarienne.

Trente ans plus tard le blocage «momentané» est toujours là et le CCI est toujours taraudé par ses doutes sur la révolution prolétarienne. Il nous sert ainsi une citation du «Manifeste du parti communiste» disant que les luttes des classes dans les civilisations passées avaient parfois abouti à «la ruine des diverses classes en lutte», comme s'il s'agissait d'une possibilité envisagée par Marx et Engels pour la lutte des classes moderne! Il écrit ainsi «soit la classe révolutionnaire finira par s'imposer (...) soit par incapacité ou défaite historique, la société capitaliste sombrera définitivement dans le chaos et la barbarie».

Pour enfoncer le clou l'article cite un passage où Bordiga affirme «est révolutionnaire – pour nous – celui pour qui la révolution est tout aussi certaine qu'un fait déjà advenu» (9) en répliquant: «Non la révolution prolétarienne n'est pas écrite d'avance!».

En réalité celui qui doute, non de la date, des circonstances précises ou même des chances de succès de la révolution à un moment donné, mais de la certitude qu'elle aura lieu, est en train d'abandonner le camp révolutionnaire. Bordiga continuait après le passage cité: «Cela ne signifie pas que notre volonté ou notre conviction soient les causes qui engendrent la révolution, mais que l'histoire passée contient les causes de la révolution future et de notre certitude de parti».

Aberration bordiguiste? Relisons le Manifeste, à la fin du premier chapitre

(«Bourgeois et prolétaires»): «La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables». Sans commentaires...

De son côté le CCI décrit ainsi «Les enjeux réels pour le prolétariat face à la décomposition»: «A terme si le prolétariat s'avérait incapable de retrouver le chemin de la lutte révolutionnaire, toute la société serait engloutie dans des désastres en tous genres: faillites, catastrophes écologistes, extension des guerres locales, enfoncement dans la barbarie, chaos social, famines... Tout ceci n'a rien d'une prophétie: il ne peut en être autrement pour la simple et bonne raison que la logique destructrice du capital et du profit (...) est totalement irréversible».

Le CCI a beau terminer son article en affirmant que «le prolétariat offre la seule alternative possible au capitalisme et ses ressources sont intactes pour mener et développer ce combat», les doutes profondément défaitistes qu'il émet sur la révolution et sur les capacités révolutionnaires du prolétariat (doutes par ailleurs contradictoires avec sa croyance que ce dernier a été capable, on ne sait comment, d'empêcher depuis trente ans une guerre mondiale), ne sont en fait pas autre chose que la démonstration de sa douteuse identité révolutionnaire.

\* \* \*

La montée des forces et tendances nationalistes, que ce soit sous la forme de partis d'extrême droite, sous la forme du «populisme» de droite ou de gauche (10), sous la forme atténuée du souverainisme, ou plus simplement sous la forme de politiques menées par des partis bourgeois traditionnels, est un symptôme qui doit être reconnu et analysé pour ce qu'il est réellement – ce que les lubies du CCI sur la décomposition l'empêchent de faire. La montée de ces forces est la traduction politique des tensions inter-capitalistes croissantes que l'on voit à l'oeuvre un peu partout à la suite des crises économiques, y compris dans les régions apparemment pacifiques et prospères comme en Europe occidentale. La recomposition de la scène politique bourgeoise, avec l'affaiblissement voire parfois la quasi disparition des partis traditionnels, ne peut être assimilée à une «perte de contrôle» de la bourgeoisie que par ceux qui prennent ces partis et le terrain électoral pour les vecteurs fondamentaux de la domination bourgeoise, autrement dit par ceux qui sont donc victimes du **crétinisme parlementaire!**

Il s'agit en réalité d'un processus, encore en cours, d'adaptation et de **consolidation** de l'ordre bourgeois dans une

( Suite en page 18 )

## Les divagations du CCI... ( Suite de la page 17 )

situation qui exige et exigera une intensification des attaques contre le prolétariat, et qui par conséquent risque de susciter des flambées de lutte ouvrière.

L'avenir est aux affrontements de classe et c'est dans ces affrontements que les militants d'avant-garde seront poussés à chercher la boussole du programme communiste et du parti de classe, sans se laisser troubler ou égarer par les gémissements sur le «chaos», la «décomposition» ou la «barbarie». Le système capitaliste prépare un avenir toujours plus sombre, tragique et sanglant: que les prolétaires y trouvent un motif supplémentaire à préparer la fin du capitalisme!

(1) cf «Populisme, vous avez dit populisme?», *Le Prolétaire* n° 523.

(2) cf *Révolution Internationale* n°468 et 470.

(3) cf *Revue Internationale* n°157, p.2. Bizarrement le CCI écrit que nous lui «prêtons» cette «idée» pourtant exprimée en toute lettre dans l'éditorial de sa revue...

(4) AFP, 5/12/17.

(5) cf *The New York Times*, 3/12/17. C'est ce quotidien américain qui a révélé l'information, confirmée ensuite par d'autres sources. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël a en fait été votée par le Congrès américain en 1995. Mais les présidents successifs, y compris ceux qui avaient fait la promesse électorale du contraire comme Bush, signaient tous les 6 mois la suspension de cette loi.

(6) cf *Les Echos*, 12/8/18; *IREF*,

9/4/18

(7) En 2017 (derniers chiffres connus) les premiers clients du pays étaient les Etats-Unis (14% du total), l'Allemagne (9,5%), la France et les Pays-Bas (6% chacun), la Suisse et l'Irlande (5,1%) et la Chine (5%); les premiers fournisseurs étaient l'Allemagne (14%), la Chine (9,8%), les Etats-Unis (7,5%), les Pays-Bas (7,3%), la France (5,8%) et la Belgique (5,3%).

(8) cf *Révolution Internationale* n°358, juin 2005.

(9) Cette citation est tirée du texte «La science économique marxiste est un programme révolutionnaire» (exposé tenu à la réunion générale de Casale, 9-10/7/1960), et non de «*La maladie infantile*, condamnation des futurs renégats», comme l'écrit *Révolution Internationale*, induite en erreur par le texte de Camatte «Bordiga ou la passion du

communisme» (Editions Spartacus, 1974).

(10) Mélenchon n'hésite pas à se revendiquer «populiste de gauche». La philosophe belge Chantal Mouffe qui se veut une inspiratrice de La France Insoumise, théorise ce populisme de gauche. Se revendiquant bien sûr de Gramsci, elle rejette la notion de lutte de classes pour ne parler que du «conflit» entre le «peuple» et l'«élite»; elle rejette la notion de révolution parce que «dans les sociétés européennes, il est possible de transformer l'ordre hégémonique existant sans détruire les institutions de la démocratie libérale» et elle rejette la notion de socialisme pour celle de «*Démocratie radicale*».

Bref une nouvelle mouture du vieux réformisme anti-prolétarien et pro-bourgeois... cf «*Pour un populisme de gauche?*»

## Zigzags opportunistes sur la Révolution russe Lutte Ouvrière avec les mencheviks contre les bolcheviks

Lutte Ouvrière a commémoré le centième anniversaire de l'Octobre prolétarien en multipliant les articles dans sa presse et en critiquant ses concurrents du PCF et du NPA. Elle aime se donner des brevets d'orthodoxie – et donner aux autres des leçons – mais il ne faut pas gratter longtemps pour découvrir sous le vernis bolchevik un menchevisme honteux (1)

### LO CONTRE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Lors d'une réunion publique («Cercle Léon Trotsky») consacrée à la révolution russe, LO n'a pas hésité à «assumer» la politique suivie par les bolcheviks en Russie à la suite de l'insurrection armée et durant la guerre civile:

«*Ils réduisirent la vie démocratique à sa plus simple expression, assumant, pour sauver la révolution, une dictature sur le plan politique, et le communisme de guerre sur le plan économique car, pendant trois ans, l'essentiel des forces furent consacrées à l'Armée rouge pour défendre le pouvoir soviétique. Nous assumons l'ensemble de cette politique*» (2).

Mais un peu plus loin dans l'exposé, LO tombe le masque. Si elle est obligée de parler de la dictature du prolétariat – «*expression inventée par Marx*», écrit-elle comme pour en rabaisser le sens (3), elle préfère de beaucoup l'expression «*démocratie ouvrière*» ou «*populaire*». Et lorsque elle explique ce qu'est ou devrait être selon elle cet-

te dictature du prolétariat, elle ne la définit, de façon totalement libérale, que par ces quelques mots:

«*Sous la dictature du prolétariat, les libertés ne sont pas limitées, bafouées, voire complètement déniées par le pouvoir de l'argent. La seule liberté qui est supprimée est celle d'exploiter, mais cette limitation-là, oui, nous les communistes, nous la revendiquons*» (4).

Cela signifie que LO revendique un pouvoir prolétarien qui laisse libre d'agir les contre-révolutionnaires et qui refuse d'employer les indispensables mesures dictatoriales. Elle cherche d'ailleurs à excuser les bolcheviks d'y avoir eu recours; les circonstances, voyez-vous, étaient exceptionnelles: «*c'est dans ce contexte de tentatives contre-révolutionnaires, de pénurie matérielle et de guerre civile, que les bolcheviks durent prendre une série de mesures d'exception, la*

*censure, une police politique, l'interdiction de certains partis qui recourraient à la violence contre le pouvoir*».

Lénine, lui, donnait cette définition lapidaire et sans équivoque: «*La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi*»; et il précisait, non pas pour la Russie de l'époque, mais de façon générale, que «*l'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploités comme classe et par suite la violation*

### A NOS LECTEURS

L'augmentation incessante des frais d'imprimerie et plus encore des frais postaux nous a conduit, depuis le numéro 527, à modifier le format de publication de notre journal.

Dorénavant *Le Prolétaire* est publié sous format A4, comme le sont déjà *El Proletario*, *Proletarian* et le *suplemento Venezuela*. L'économie substantielle ainsi réalisée permettra d'éviter que soit menacé le développement de notre activité par des contraintes financières.

Nous profitons de l'occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs et sympathisants à soutenir notre action en s'abonnant à la presse et en souscrivant à la souscription permanente. Le parti a besoin de votre soutien!

**Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!  
Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!**

## Lutte Ouvrière ...

de la «*démocratie pure*» (5).

A propos de la violence, justement, LO est particulièrement embarrassée et elle ne peut glisser rapidement que «*c'est le droit et le devoir des opprimés d'opposer la violence révolutionnaire*» à la violence des oppresseurs pour conclure platement: «*La violence fait partie des révolutions*» (6). Comme un mal inévitable?

Voyons ce que disait Lénine à ce sujet: «*La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de cette propagande, de cette agitation. Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois*» (7).

LO a beau affirmer être à contre-courant, elle sert à ses partisans une version complètement affadie des grands événements révolutionnaires de Russie en 1917; une version qui n'est pas à contre-courant mais au contraire faite pour être compatible avec les préjugés démocratiques et pacifistes répandus continuellement par la bourgeoisie et ses valets.

Pour ce qui est des perspectives futures, elle ne parle pas de révolution violente, ni à peine de révolution, et encore moins de s'attaquer à l'Etat bourgeois, mais plutôt d'«*ébranlement révolutionnaire*» ou d'«*explosion sociale*» dont on ne sait d'où elle viendra ni comment, à la façon des tremblements de terre ou autres phénomènes de la nature qui arrivent de façon imprévisible.

Comme les sociaux démocrates d'autrefois, ce sont des thèmes qu'elle juge préférable de laisser sagement dans l'obscurité, pour ne pas risquer de se démasquer...

### LES CONSEILS DE LO AUX BOLCHEVIKS

La maison d'éditions de LO, Les bons caractères, diffuse un petit livre intitulé *L'Opposition communiste en URSS, Les trotskystes 1923-1938*.

Doctement, l'ouvrage explique que «*le parti communiste (...) aurait dû (...) combattre la bureaucratization, y compris en passant dans l'opposition au gouvernement*».

LO ne nous explique pas à qui les bolcheviks auraient du laisser le pouvoir d'Etat. Aux mencheviks, aux généraux blancs, aux impérialistes étrangers? En tout cas à des **contre-révolutionnaires** qui avaient comme priorité la des-

truction de la dictature de classe du prolétariat et la restauration du pouvoir bourgeois.

La tâche des révolutionnaires est toute autre: conserver le plus longtemps possible ce pouvoir dont la conquête a coûté tant de sang et de sacrifices, et qui constitue le point d'appui le plus puissant à l'extension de la révolution internationale. C'est ce qu'ont fait les bolcheviks dans les pires difficultés de la guerre civile; c'est ce qu'ont fait plus tard les meilleurs d'entre eux qui ont été exterminés par la contre-révolution plutôt que de «*capituler*».

L'issue proposée par LO, l'abandon volontaire du pouvoir, qui fleure bon les pratiques parlementaires, aurait signifié une honteuse reddition de la part des bolcheviks qui aurait eu des conséquences catastrophiques non seulement en Russie mais dans le monde entier avec la liquidation de l'Internationale Communiste et l'abandon des positions marxistes contre la démocratie.

### LO CONTRE LÉNINE ET TROTSKY

Dans ce même livre, LO dénonce la politique menée par les bolcheviks dans le Caucase pendant la guerre civile: «*Commissaire du peuple aux Nationalités, et ayant milité pendant des années dans son Caucase natal, Staline joua un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique caucasienne du gouvernement soviétique. En fait, il l'interpréta et la mena à sa façon, qui n'avait pas grand-chose de communiste. En février 1921, sous ses ordres et suite à un simulacre de soulèvement ouvrier dont il était l'instigateur, l'Armée rouge pénétra en Géorgie, dont Moscou avait reconnu jusque-là l'indépendance, et y imposa de l'extérieur un gouvernement "soviétique"*».

LO reprend ainsi tous les poncifs anticommunistes comme les accusations de coups d'Etat. Cette question de la Géorgie a été à l'époque un argument supplémentaire utilisé continuellement par les sociaux démocrates pour accuser l'Internationale et les partis communistes d'imposer leur pouvoir aux populations en renversant des gouvernements démocratiques qui auraient été, eux, l'expression véritable de la souveraineté populaires, comme celui des mencheviks à Tbilissi.

La réalité est très différente. Successivement, en 1920 et 1921, des insurrections communistes éclatent en Azerbaïdjan, en Arménie et en Géorgie. A Bakou, un comité révolutionnaire prend le pouvoir et appelle à l'aide les bolcheviks russes et l'Armée rouge. Ensuite, un comité révolutionnaire arménien formé dans le pays voisin entre en Arménie appuyé par des troupes rouges. Une République socialiste soviétique d'Armé-

nie voit le jour en novembre 1920.

En Géorgie, une insurrection démarre le 11 février 1921; l'Armée Rouge se tient alors prête à intervenir depuis l'Arménie. Le 15 février, l'intervention des soldats rouges commence à la suite d'un appel des révolutionnaires géorgiens. Elle est justifiée par les arrestations de bolcheviks en Géorgie, par le soutien apporté aux rebelles dans le Caucase, au Daghestan, par les Géorgiens, enfin par un blocus économique imposé à l'Arménie soviétique.

Cette intervention a été souhaitée par les bolcheviks géorgiens – dont Staline et Grigory Ordjonikidze – mais elle a été justifiée par Lénine et Trotsky.

Le 28 février, Lénine, sous les applaudissements du Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou, annonçait que «*le pouvoir des Soviets a été instauré à Tiflis*» – et il n'utilisait pas de guillemets.

Pour sa part, Trotsky a publié une brochure sur la question: «*Entre l'impérialisme et la Révolution. Les Questions fondamentales de la Révolution à la lumière de l'Expérience géorgienne*», qu'il dédia «*aux militants prolétariens massacrés par la démocratie géorgienne dirigée par les mencheviks*».

Dans son texte, il justifie complètement l'intervention soviétique en Géorgie à la suite d'un appel du prolétariat insurgé du pays. Il dénonce «*le régime terroriste mencheviste, qui était un pastiche des méthodes employées par les bolcheviks, [qui] avait pour but de protéger les piliers de la propriété privée et l'alliance avec l'impérialisme*».

\* \* \*

Sur une chose au moins Lutte Ouvrière n'a pas tort.

Dans son article sur la révolution d'Octobre publié dans son mensuel théorique *Lutte de classe* en novembre 2017, elle rappelle que «*Notre courant s'est toujours refusé de rechercher de nouveaux programmes, un nouveau langage, ou un "nouveau logiciel" comme on l'entend aujourd'hui*». C'est totalement vrai: LO ne fait que reprendre tous les poncifs anticommunistes du menchevisme et du kautskysme!

(1) Nous laissons de côté le passage où LO cite Trotsky écrivant, en parlant des résultats des plans quinquennaux staliniens que «*le socialisme a démontré son droit à la victoire [dans le langage] du fer du ciment et de l'électricité*». En réalité ces progrès de la production industrielle démontraient seulement la vitalité du capitalisme d'Etat et sa capacité à faire trimer les prolétaires russes. 80 ans plus tard, LO ne s'est

( Suite en page 20)

# Peter

Notre camarade Peter Mc Arthur est décédé d'une crise cardiaque le 25 septembre à Toronto (Canada); il venait d'avoir quelques jours auparavant soixante dix ans.

Authentique prolétaire, fidèle à sa classe, il avait exercé plusieurs métiers, travaillé en usine, dans les chemins de fer, comme correcteur, etc. Mais pendant trente ans et jusqu'à sa retraite il avait été chauffeur de taxi à Toronto.

Doté d'un solide sens de l'humour et d'une lucidité qui passait parfois pour du cynisme, sa curiosité le portait à s'intéresser, outre à la politique, à une variété de sujets, comme par exemple la cosmologie où ses connaissances lui permettaient de polémiquer avec les faux marxistes. Doué d'une sensibilité artistique certaine, il écrivait des poèmes à l'occasion tout en étant amateur de groupes de rock et de chanteurs des années 70.

Souffrant de problèmes cardiaques, il professait un solide scepticisme envers la médecine bourgeoise qui avait failli le tuer à deux reprises (en lui prescrivant des médicaments qui s'étaient révélés toxiques). Malheureusement il ne prenait pas suffisamment soin de lui, disant: «*je sais que mon corps est un temple, [citation tirée de la Bible], mais je suis athée!*».

Son premier engagement politique,

dans les années 70, avait été chez les spartacistes, puis chez des scissionnistes de cette organisation. Après avoir rompu avec ce courant, il tomba chez un vendeur (stalinien!) de livres d'occasion sur un exemplaire de *Communist Program*, notre revue en anglais. Enthousiasmé par sa lecture il décida d'entrer en contact avec le Parti Communiste International et il fit partie au début des années 80 du petit groupe qui travaillait dans la perspective de constituer une section du parti au Canada.

La crise qui frappa notre organisation à cette époque fit voler en éclats le groupe avant que cette perspective ait pu se concrétiser. Comme dans d'autres endroits, les militants et sympathisants canadiens se dispersèrent dans toutes les directions, certains abandonnant l'activité politique tandis que d'autres, tout en conservant leurs convictions, restaient isolés.

Ce fut le cas de Peter. Il ne reprit contact qu'il n'y a quelques années (en regrettant de n'avoir pu le faire avant). Malgré son isolement dans le Canada anglophone, il s'efforçait de diffuser la presse du parti lors des rares manifestations ou rassemblements où cela était possible; il y a quelques mois il nous annonçait ironiquement avoir fait une diffusion «de masse»: distribution d'une quarantaine de tracts et vente de plusieurs *Proletarian* à une manifestation regroupant 75 personnes... Mais surtout il consacra ses efforts à la parution de *Proletarian*, le bulletin en anglais du parti (en espérant que puisse réapparaître dans un jour pas trop lointain la revue théorique *Communist Program*) et de diverses brochures, ainsi qu'à la traduction des prises de position du parti.

Ces derniers temps, il était entré en contact avec des militants et sympathisants canadiens du GIGC (Groupe International de la Gauche Communiste) avec qui il menait des discussions fraternelles mais sans concessions.

Au mois d'août il avait reçu l'avis d'expulsion de son logement (le pôle d'immeubles devant être transformé en centre commercial) et il cherchait à mettre sur pied un comité de lutte, en liaison avec la situation de plus en plus difficile que connaissent les prolétaires sur la question du logement; les quelques grèves de locataires qui ont eu lieu à Toronto depuis le début de l'année contre des expulsions ou des hausses de loyers montrent que cette perspective n'était pas irréaliste, même si beaucoup de résidents étaient déjà partis. Il n'aura pas eu le temps de voir ses efforts se concrétiser.

Les militants qui l'ont connu n'oublieront pas son dévouement et son engagement dans le travail militant. Sa disparition est une lourde perte pour

le parti; mais nous avons la conviction que de jeunes forces viendront tôt ou tard continuer son combat, lui rendant ainsi le meilleur hommage possible.

## Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «**programme communiste**»  
*Revue théorique en français*
- «**il comunista**»  
*Journal bimestriel en italien*
- «**el programa comunista**»  
*Revue théorique en espagnol*
- «**El proletario**»,  
*Journal en espagnol*
- «**Proletarian**»,  
*Bulletin en anglais*

### Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07  
**Pour la Suisse :** L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano  
**Pour l'Espagne:** Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### Quatrième liste 2018

Aix: 40,70 / Gilbert: 42,50 /  
Paris: 300,00 / Solidarité Joël: 92,50 /  
**Total liste: 475,70**  
**Total général: 5349,40**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

**Versements:** timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «**programme communiste**» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «**il comunista**», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «**el programa comunista**», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

## Lutte Ouvrière ...

( Suite de la page 19 )

toujours pas aperçu de l'erreur de Trotsky: elle estime (sans le dire trop fort) que la Russie de Poutine est toujours «Etat ouvrier dégénéré»...

(2) «1917-2017: la révolution russe. Pour changer le monde, les travailleurs au pouvoir», Cercle Léon Trotsky du 20 octobre 2017., p.30.

(3) Ibidem, p.36. Kautsky, le théoricien de la IIe Internationale, écrivait plus justement en 1909, avant de devenir un renégat et de combattre la révolution: «*Marx et Engels ont forgé la notion de dictature du prolétariat, opiniâtement défendue par Engels en 1891, peu de temps avant sa mort*». cf «Le chemin du pouvoir», Anthropolos 1970, ch. 1.

(4) Ibidem.

(5) cf Lénine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky» <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/11/vl19181110b.htm>

(6) «1917-2017...», op. cit., p. 32

(7) cf Lénine, «L'Etat et la révolution», <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.htm#c1.4>. Ce n'est évidemment pas ce passage de l'ouvrage que cite LO!